TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 335 - JANVIER 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 335

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Commerce extérieur : exportations toujours dynamiques et importations en hausse
    - Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Un manque d'offre persistant
- Femelles
  - Europe
    - La raréfaction de l'offre soutient les cours
- Maigre
  - Les flux vers l'Italie se sont maintenus
- Veaux de boucherie
  - Des coûts de production toujours en hausse
- Veaux nourrissons
  - Des prix faibles malgré le dynamisme des exportations

Lait de vache
- Collecte laitière
  - France : Une collecte toujours atone
  - Monde : Seule la collecte argentine reste dynamique, mais pour combien de temps ?
  - UE-27 : le reflux se poursuit
- Marché des produits laitiers
  - Fabrications européennes : le déficit de poudre maigre se creuse

Viande ovine
- France
  - L'agneau français a dépassé les 8 €/kg entrée abattoir
- UE et monde
  - Le Covid continue de perturber les achats

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - L'approvisionnement est toujours limité

Marchés des grains : la hausse des cours se poursuit

Hausses des charges et des prix des bovins finis mais les cotations des bovins maigres stagnent toujours

Dernière révision le 18 janvier 2022

Les prix des intrants ont fortement augmenté et les perspectives sur le marché des matières premières restent tendues pour les mois à venir. L'année 2022 démarre avec des prix des gros bovins finis qui poursuivent leur hausse, et une stabilité des cotations des veaux de boucherie à des niveaux élevés. Seuls les prix des broutards et des veaux nourrissons n'arrivent toujours pas à décoller. Les flux de broutards vers l'Italie restent pourtant dynamiques, de même que ceux de veaux nourrissons vers l'Espagne.
A l'image du marché français, le marché européen est toujours en manque de disponibilité de viande bovine. Les prix des animaux finis européens restent donc orientés à la hausse.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Commerce extérieur : exportations toujours dynamiques et importations en hausse

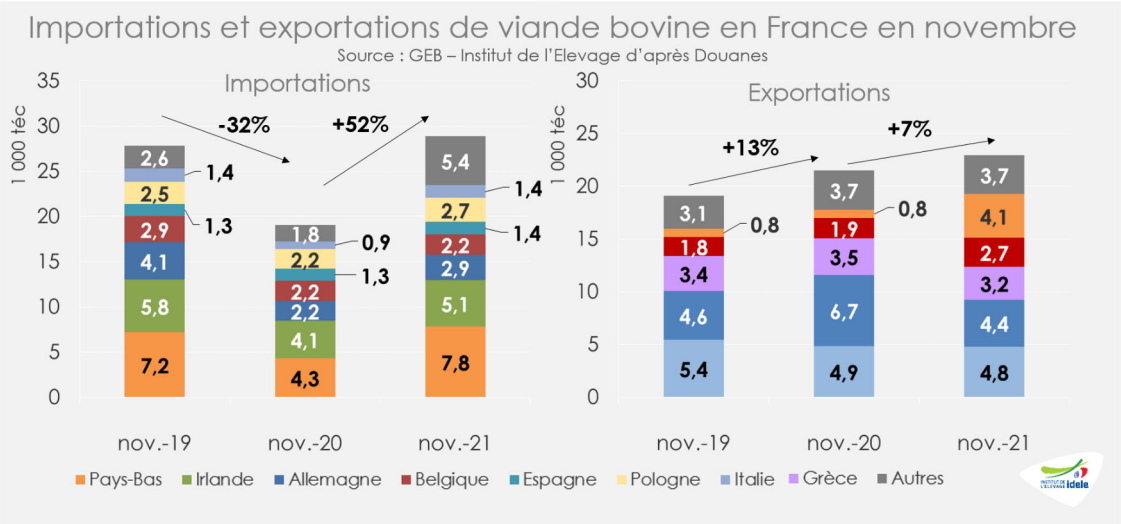
Dernière révision le 18 janvier 2022

Avec des disponibilités en mâles toujours limitées sur le marché communautaire, les exportations françaises ont poursuivi leur progression. Les importations se sont redressées en lien notamment avec la reprise du secteur de la RHD. Sur l'année 2021, la croissance des ventes au détail de l'ensemble des produits de grande consommation (PGC) est restée très forte par rapport à l'avant pandémie, en particulier pour la viande hachée. Mais l'inflation commence à peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

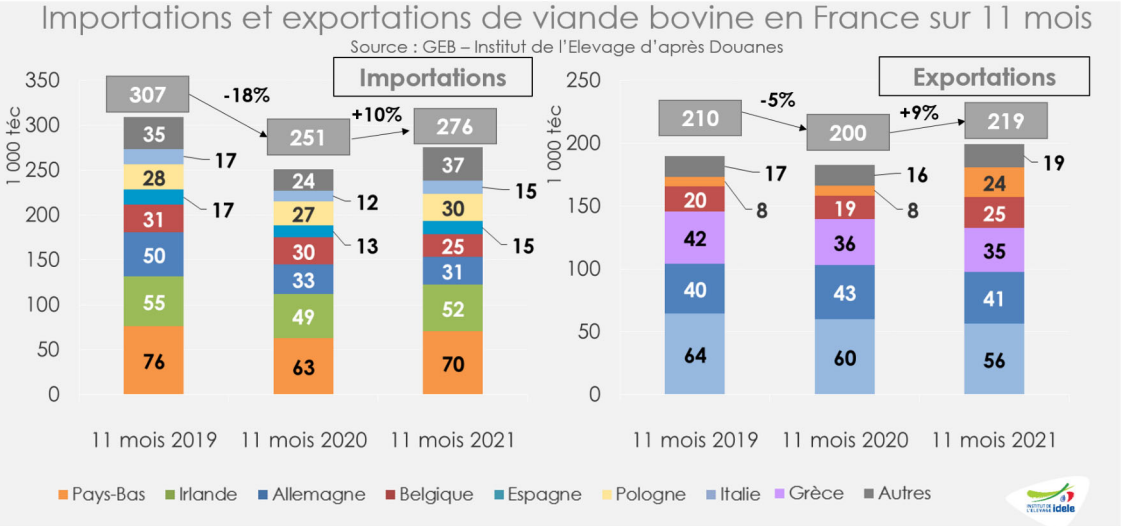
Le commerce extérieur toujours plus dynamique

En novembre 2021, le commerce extérieur de viande bovine dépassait le niveau d'avant pandémie. Avec un manque de mâles en Europe, les **exportations françaises** ont été à nouveau en hausse en novembre 2021 (avec cependant un jour ouvré de plus qu'en 2020) à 23 000 téc (+7% /2020 et +20% /2019). A nouveau, les envois ont sensiblement progressé vers les Pays-Bas (4 100 téc : x5 /2020) et la Belgique (2 700 téc : +45% /2020).

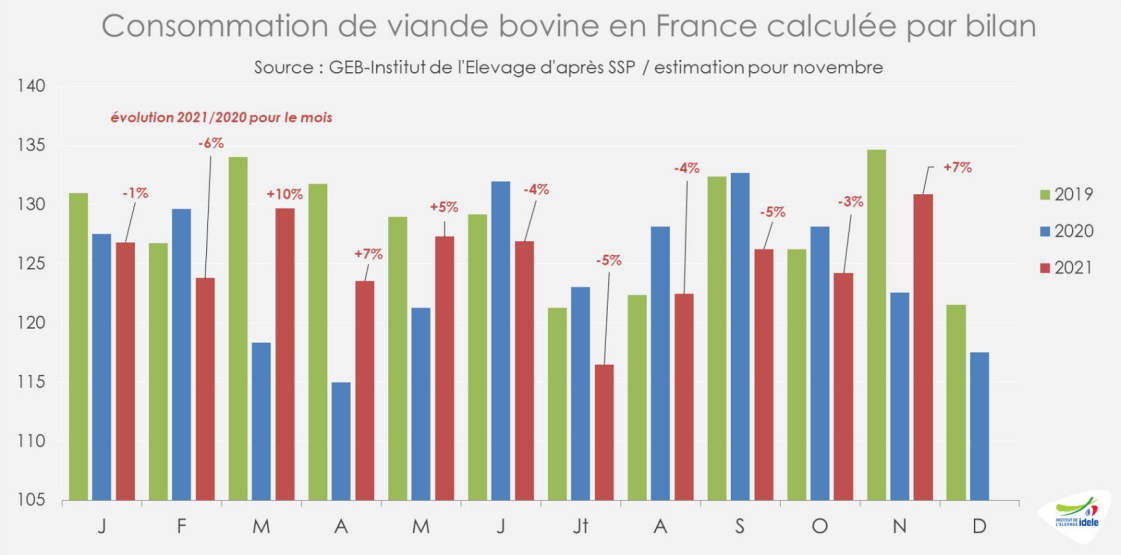
Portées par la demande croissante du secteur de la RHD (cf. infra), les **importations** ont-elles aussi dépassé le niveau d'avant pandémie, à 29 000 téc en novembre (+52% /2020 et +4% /2019).



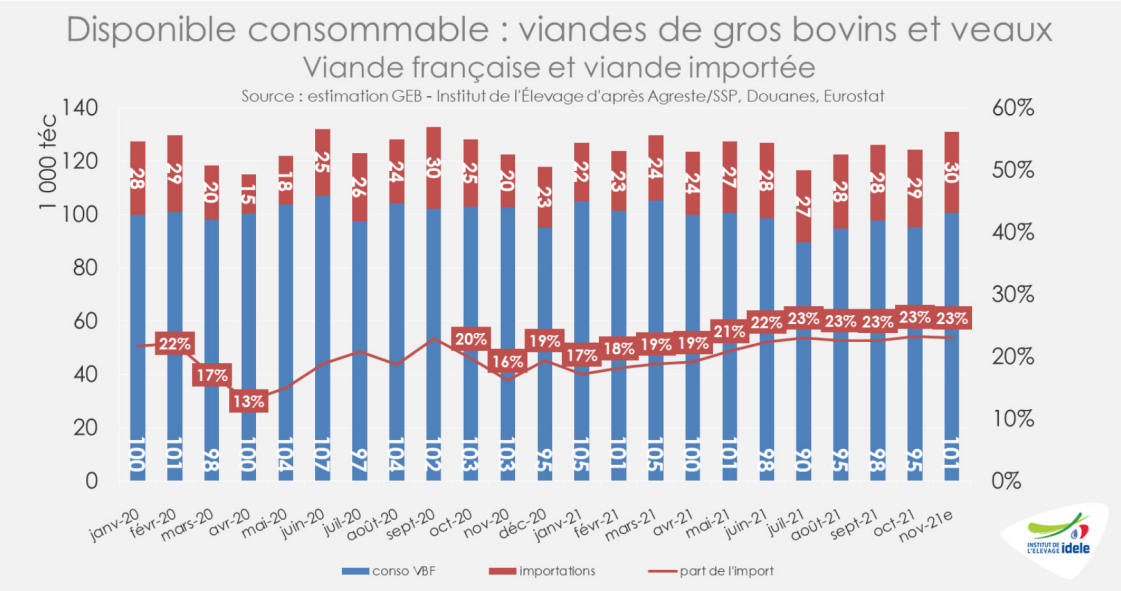
En cumul sur 11 mois, les exportations françaises de viande bovine ont dépassé les niveaux des deux dernières années à 219 000 téc (+9% /2020 et +4% /2019). Les importations n'avaient pas encore retrouvé leur niveau de 2020, à 276 000 téc (+10% /2020 et -10% /2019).



Après 5 mois consécutifs de baisse par rapport à 2020, **la consommation calculée par bilan** a progressé en novembre 2021, à 131 000 téc (+7% /2020 mais -3% /2019), avec un jour ouvré en plus qu'en novembre 2020 et probablement des reports d'abattages d'octobre sur novembre en lien avec la belle arrière-saison et la prolongation de la période de pâturage. Pour mémoire, novembre 2020 avait été marqué par le 2ème confinement. En cumul sur 11 mois, la consommation a été stable à 1 380 000 téc (= /2020, mais -3% /2019).



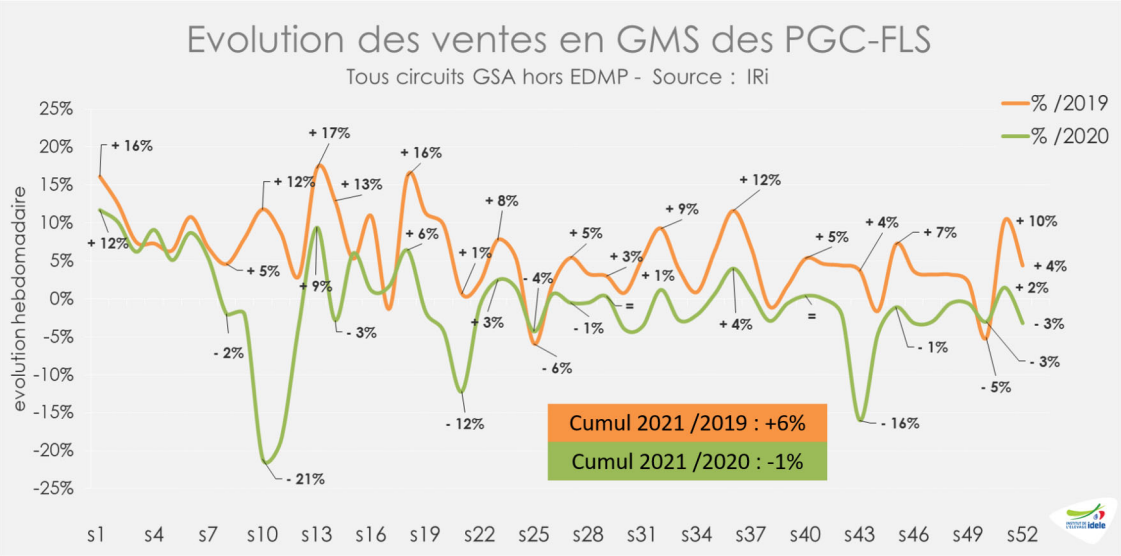
En novembre 2021, la proportion d'import dans les disponibilités totales se maintenait à 23%, niveau stable depuis juillet.



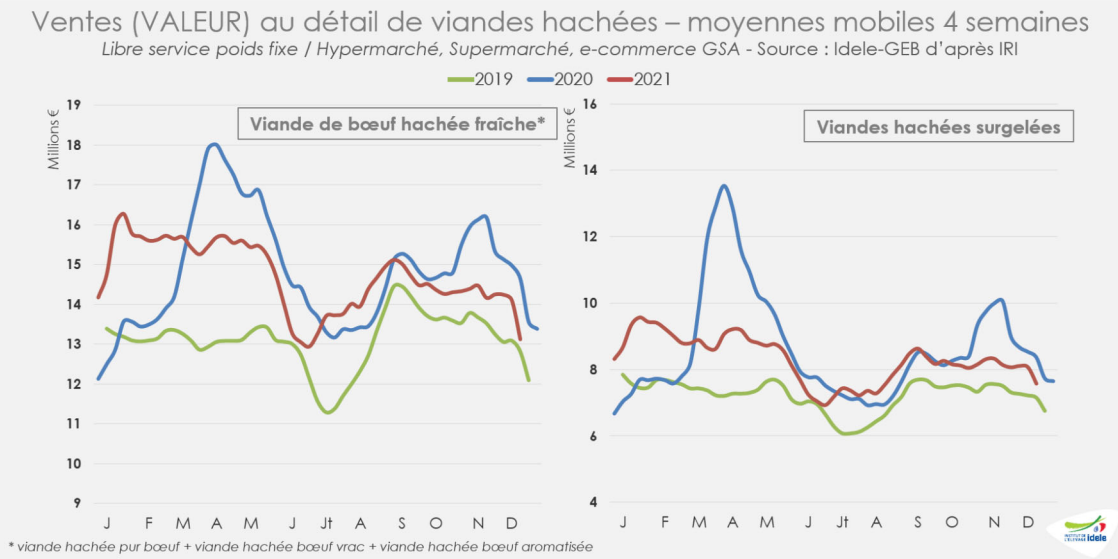
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

La croissance à deux ans des ventes au détail est restée soutenue tout au long de 2021

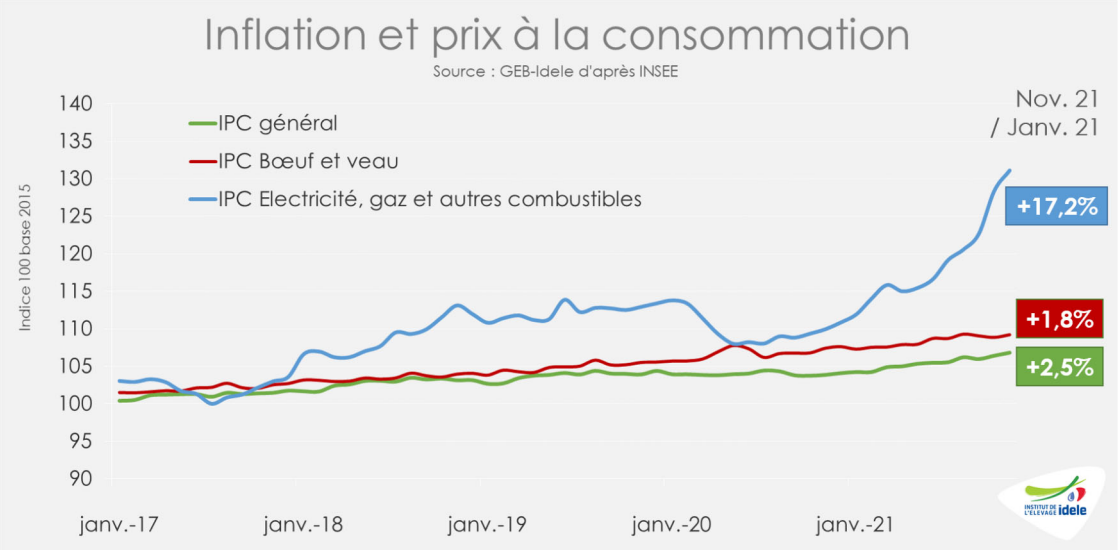
Fin 2021, les ventes de produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) sont restées intermédiaires entre une année 2020 marquée par les restrictions et 2019. En cumul sur 2021, les ventes de PGC en GMS sont restées bien supérieures à celles de l'avant pandémie (-1% /2020 et +6% /2019), une partie des habitudes d'achat prises lors des confinements successifs restant acquise.



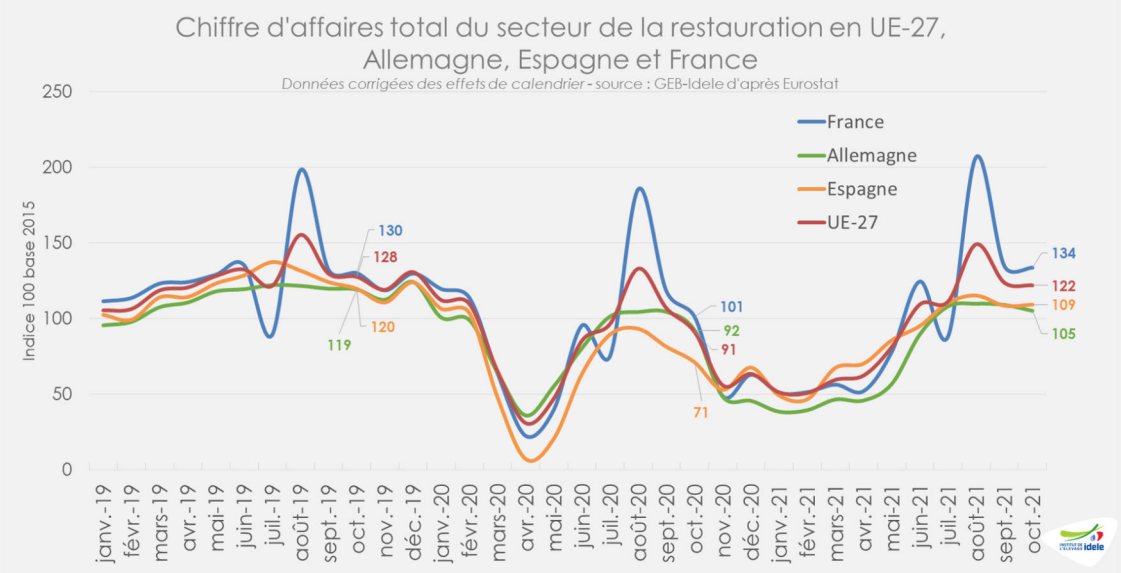
Les ventes de viandes hachées sont demeurées nettement plus dynamiques qu'avant la pandémie malgré une diminution marquée en fin de période par rapport au sursaut enregistré lors du 2ème confinement de 2020. En cumul sur 51 semaines, les ventes de haché frais (-4% /2020 et +9% /2019) comme de haché surgelé (-8% /2020 et +12% /2019) restaient sur des niveaux bien supérieurs à ceux d'avant pandémie.



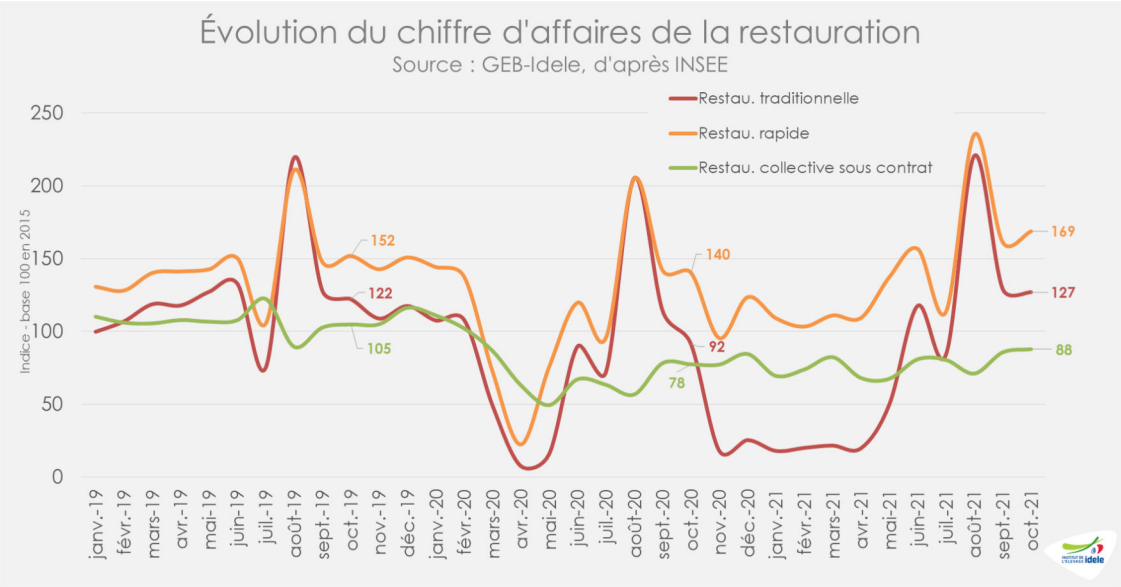
Cependant, le contexte général a commencé à peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Les prix à la consommation (hors tabac) se sont appréciés depuis le début de l'année (+2,5% /2020 entre janvier et novembre 2021). C'est notamment le cas pour les dépenses concernant l'énergie (+17,2%), avec une accélération de la hausse à l'automne. Avec un budget plus contraint en général, les ménages ont réduit les achats de produits plus onéreux, dont les viandes d'après Kantar qui a enregistré une forte baisse des achats des ménages modestes en novembre. La hausse des prix à la consommation des viandes bovines et de veaux (+1,8% /2020) restaient cependant inférieure à celle de l'inflation générale.



En attendant, en **octobre 2021**, le chiffre d'affaires de la RHD en France dépassait les niveaux antérieurs à la pandémie pour le 3ème mois consécutif (+32% /2020 et +3% /2019). Le rétablissement de la RHD est resté plus modeste dans l'UE à 27 (+34% /2020 et -4% /2019), en particulier en Allemagne (+14% /2020 et -12% /2019) et en Espagne (+54% /2020 et -9% /2019).



Avec les habitudes prises lors de la pandémie, la restauration rapide française tire toujours son épingle du jeu pour afficher une croissance à 2 chiffres de son chiffre d'affaires par rapport à l'avant-pandémie (+20% /2020 et +11% /2019). Les ventes de la restauration traditionnelle ont aussi progressé (+39% /2020 et +4% /2019). Une ombre au tableau : la restauration collective sous contrat. Elle restait en effet à la peine (+13% /2020, mais -16% /2019) affectée par la persistance du télétravail et les habitudes prises pour la pause déjeuner lors des confinements.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

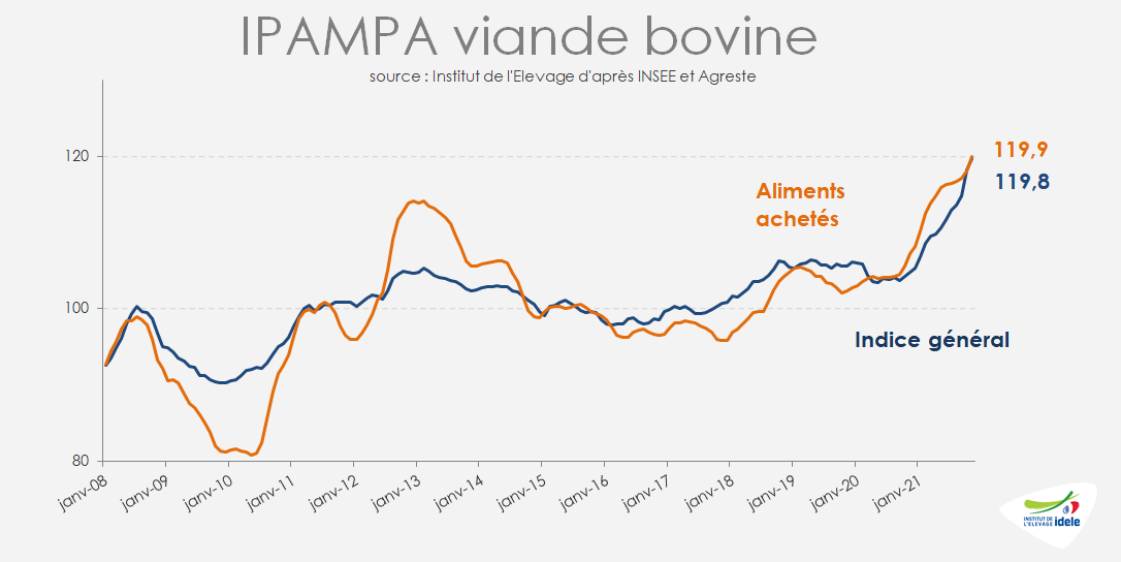
Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges

Dernière révision le 18 janvier 2022

Le manque d'offre en France comme partout en Europe permet des hausses de prix sur toutes les catégories de bovins. L'année 2022 commence avec des prix en hausse de 10 à 26% par rapport à 2021. La très forte inflation des charges est toutefois un gros point noir pour les éleveurs. En novembre, l'IPAMPA viande bovine affichait une hausse de +14% /2020.

Des charges en forte hausse

En novembre 2021, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) se situait au niveau record de 119,8 (+14% /2020 et +13% /2019). L'indice des aliments achetés était à +12% /2020 et +17% /2019 et celui des énergies et lubrifiants à +48% /2020 et +17% /2019. L'IPAMPA viande bovine devrait rester élevé dans les prochains mois compte tenu des évolutions anticipées des prix des grains, des tourteaux et de ceux de l'énergie. Pour en savoir plus, lire l'article sur les matières premières.

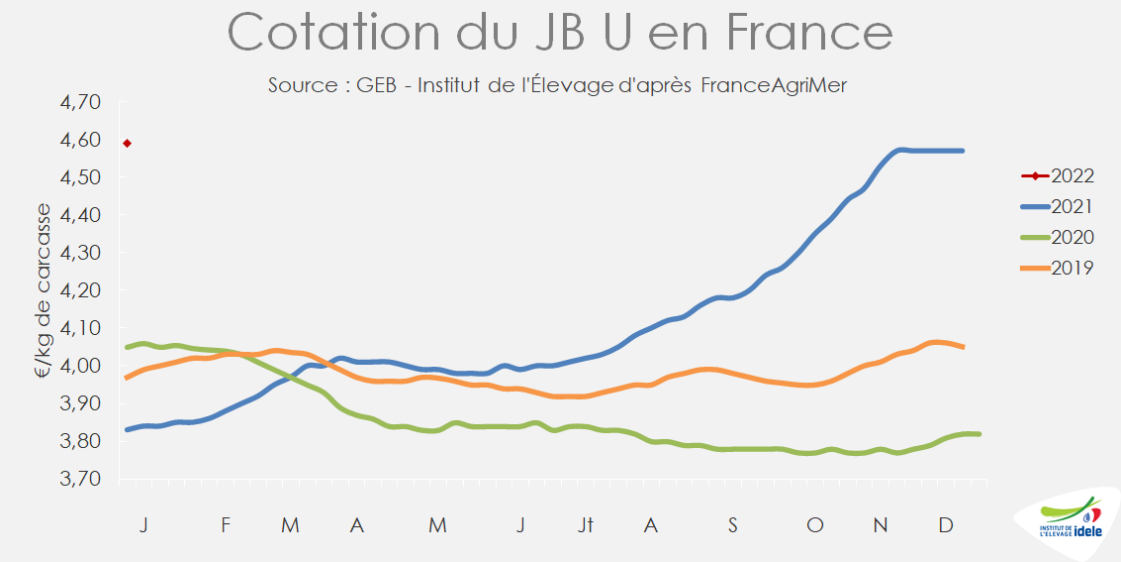


Face à cette flambée des charges qui pèse sur les coûts de production, les prix des bovins finis ont poursuivi leur hausse. Le prix moyen pondéré (PMP) des gros bovins finis entrée abattoir s'établissait en novembre à 4,05 €/kg de carcasse (+14% /2021 et +17% /2020). Il a encore progressé en décembre, et a débuté 2022 à 4,12 €/ (+16% /2021 et +18% /2020).

Manque de JB dans l'Hexagone, alors que la demande export reste forte

A partir de l'été 2021, les faibles disponibilités de JB ont amené à anticiper les sorties des ateliers d'engraissement, ce qui a par la suite encore raréfié l'offre tout en conduisant à un allègement des carcasses. La pénurie s'est donc amplifiée tout au long du semestre. Les 3 derniers mois de l'année ont connu une baisse de -12% des tonnages de JB abattus en France. L'année 2022 commence donc avec un déficit de JB à abattre.

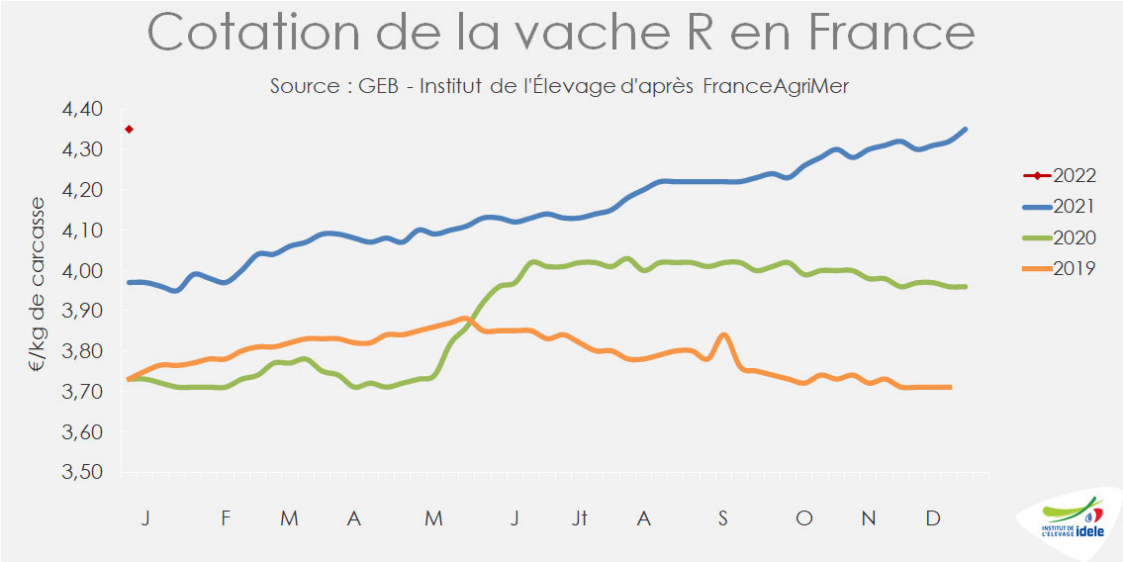
L'ensemble du marché européen est dans une situation similaire, ce qui fait grimper les prix dans tous les États membres (lien article JB Europe) et dope la demande adressée aux exportateurs français. Début 2022, les cotations des JB ont encore gagné 2 centimes par rapport à la dernière semaine de 2021. Le JB U a ainsi démarré l'année à 4,59 €/kg de carcasse et le JB R à 4,41 (+20% /2021 et +13% /2020). Le JB O cotait 3,70 €/kg (+15% /2021 et +11% /2020).



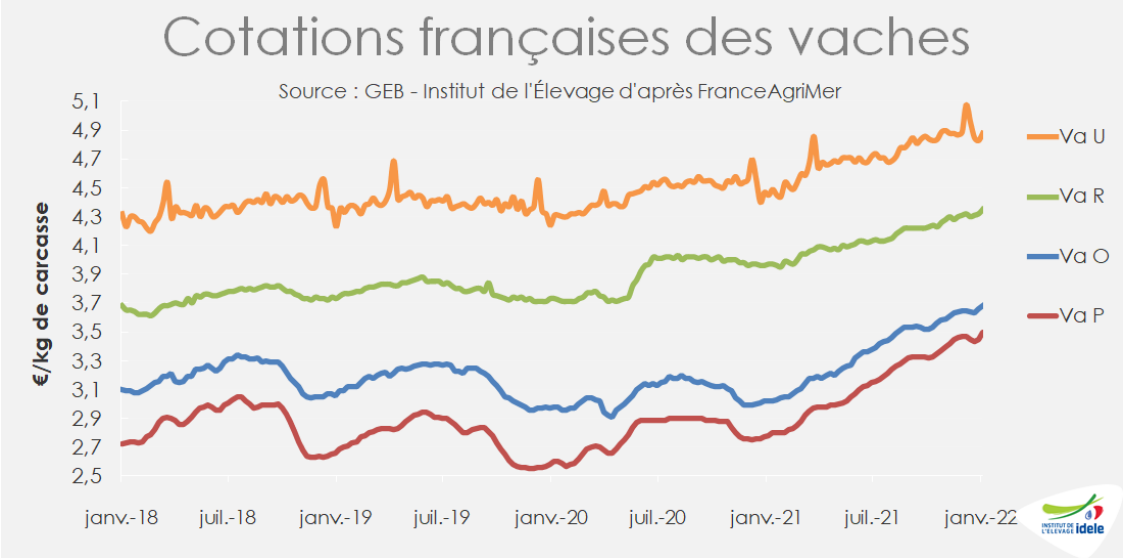
La vache R démarre l'année à 4,35 €/kg, la vache U à 4,88

Contrairement à la tendance saisonnière habituelle, les cotations des vaches ont poursuivi leur hausse à l'automne et en ce début d'hiver. La demande des abatteurs soumis à la pénurie de jeunes bovins, le dynamisme de la consommation en viande hachée et le renchérissement des importations, tout converge pour soutenir les prix.

La cotation de la vache U a démarré l'année à 4,88 €/kg de carcasse (+10% /2021 et +15% /2020) et celle de la vache R à 4,35 €/kg (+10% /2021 et +17% /2020), gagnant encore 3 centimes en une semaine.



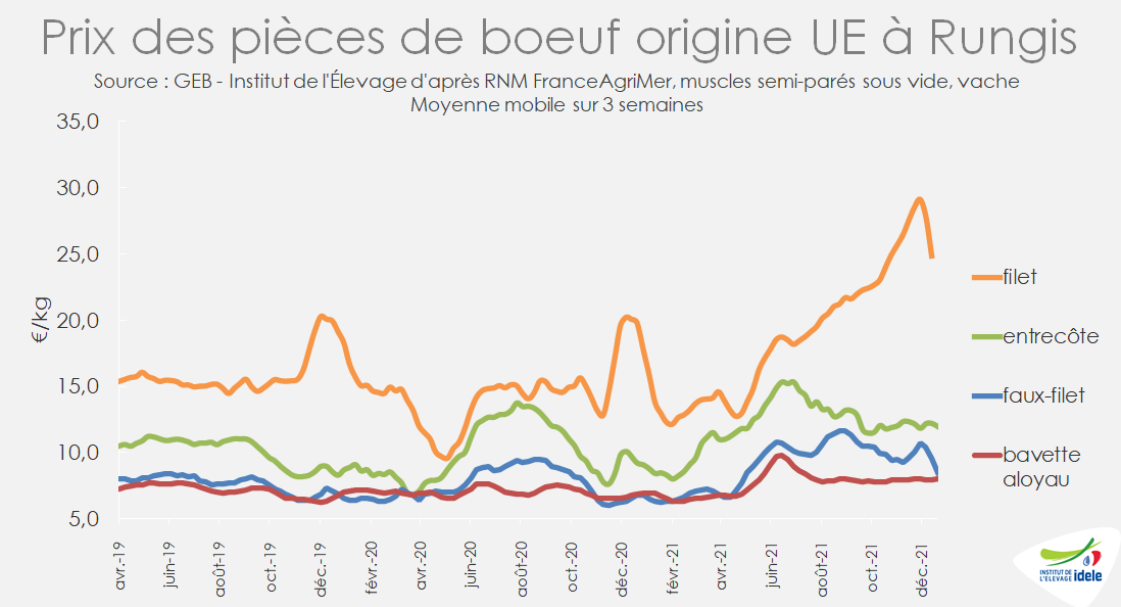
La cotation de la vache O a gagné 2 centimes en une semaine pour débuter l'année à 3,68 €/kg (+22% /2021 et +24% /2020) et celle de la vache P a gagné 5 centimes à 3,50 €/kg (+26% /2021 et +36% /2020).



Les muscles importés restent à des prix très élevés

Les prix élevés sur le marché européen, alors que le secteur de la restauration en France a repris quelques couleurs, ont conduit à une forte hausse du prix des muscles origine UE sur le marché de Rungis.

En moyenne sur décembre, la bavette d'aloyau semi-parée origine UE était à 7,97 €/kg (+20% /2020 et +24% /2019), le faux filet à 9,82 €/kg (+52% /2020 et +41% /2019), l'entrecôte à 12,17 €/kg (+28% /2020 et +40% /2019) et le filet à 26,60 €/kg (+34% /2020 et +33% /2019). Ils ont connu un pic en décembre, avant les fêtes.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Un manque d'offre persistant

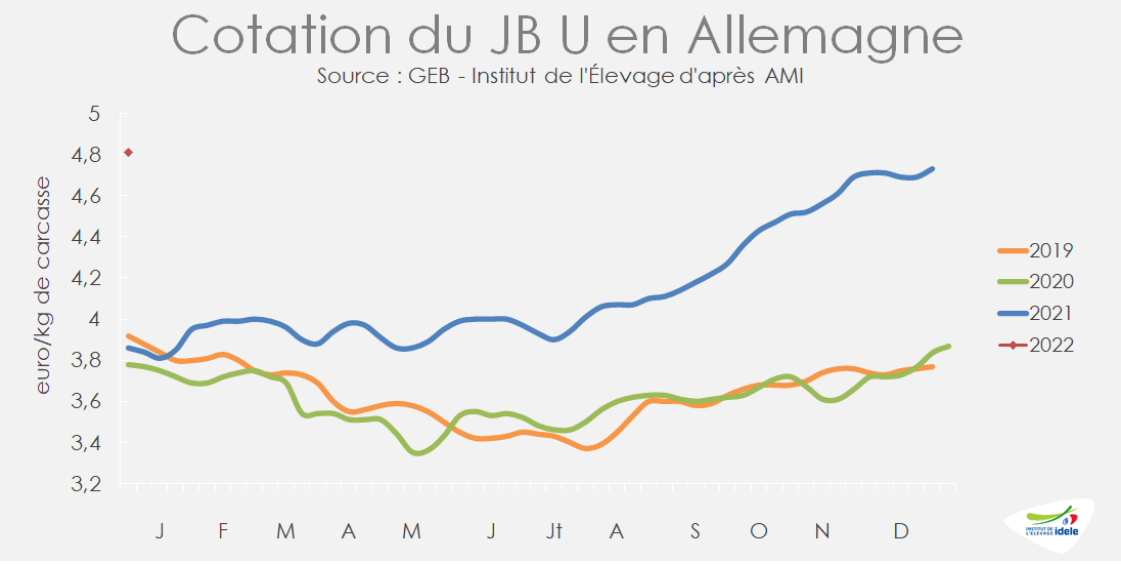
Dernière révision le 18 janvier 2022

En Europe, les anticipations d'abattage de jeunes bovins au second semestre 2021 ont entamé les disponibilités de 2022. L'année commence avec un manque d'offre et les prix s'en ressentent.

Allemagne : -3% de mâles de 1 à 2 ans dans l'enquête cheptel de novembre

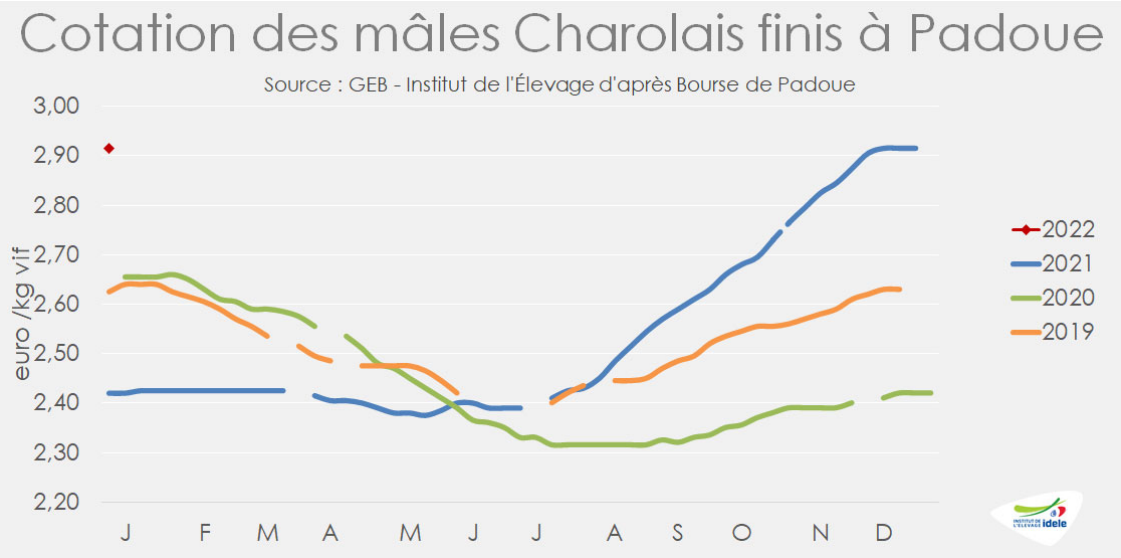
En **Allemagne**, le déclin de l'engraissement se poursuit. L'enquête cheptel de novembre parue fin décembre enregistre une baisse de -2,7% du nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans par rapport à fin 2020, soit -22 000 têtes. La petite hausse des effectifs de 8-12 mois (+5 000 têtes ou +1,3%), sans doute liée à la hausse des prix des JB finis à partir du printemps, ne compensera pas la baisse des plus âgés.

La faiblesse de l'offre continue de faire grimper les prix. La cotation du JB U a démarré l'année 2022 au record absolu de 4,82 €/kg de carcasse (+25% /2021 et +28% /2020), celle du JB R à 4,76 €/kg (+23% /2021 et +26% /2021) et celle du JB O à 4,47 €/kg (+29% /2020 et +32% /2021).



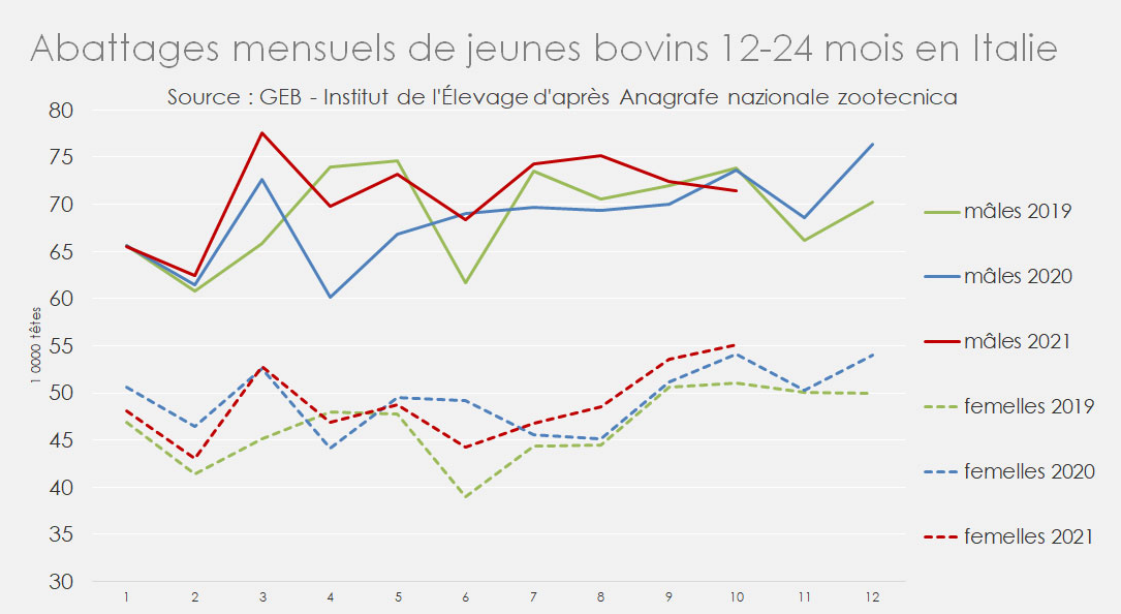
Italie : manque d'offre

En **Italie**, les cours des jeunes bovins démarrent l'année à un niveau très élevé. Si la bourse de Modène n'a pas publié de cotation depuis la mi-décembre, celle de Padoue indique pour la première semaine de l'année 2022 une stabilité pour les Charolais au très haut niveau de 2,92 €/kg vif (+21% /2021 et +10% /2020) et une hausse de 1 centime pour les Limousins à 3,07 €/kg vif (+11% /2021 et +10% 20120).



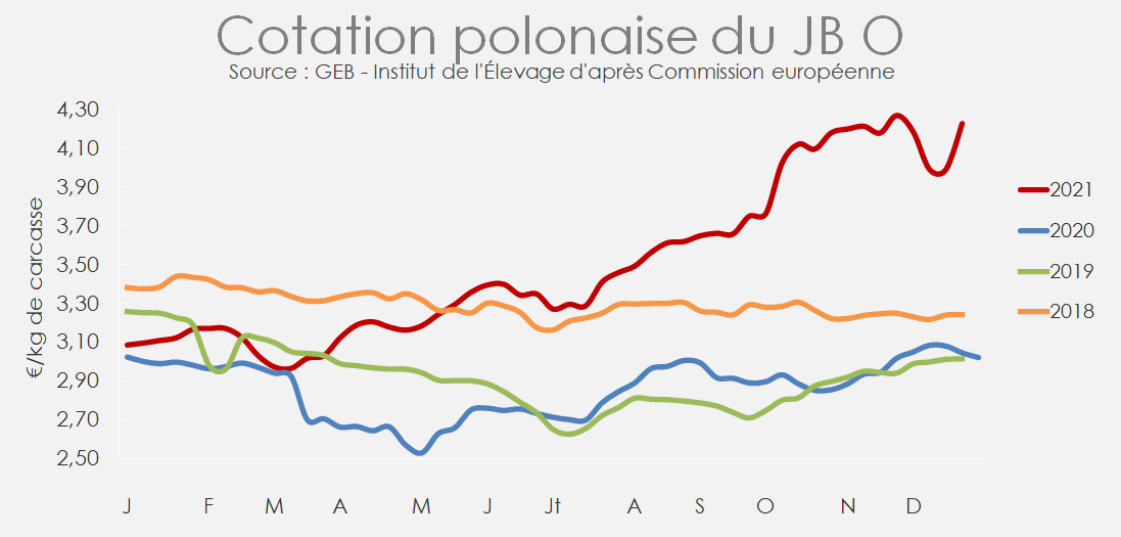
Alors que les abattages de jeunes bovins mâles avaient été très dynamiques en Italie jusqu'en août (+6% /2020 en cumul sur les 8 premiers mois), reflétant la hausse des mises en place de broutards à l'automne 2020, la tendance s'est inversée dès septembre (+3%) avant que les abattages diminuent en octobre (-3% /2020).

A l'inverse, les abattages de jeunes bovins femelles ont été un peu plus nombreux en début d'automne alors que le cumul sur les 8 premiers mois était plutôt en retrait (-1% /2020). Ceci n'a toutefois pas compensé le manque d'offre de mâles, le total mâles et femelles étant moindre en octobre, de -1% /2020. Avec retard, l'Italie a donc emboité le pas aux autres pays européens : les opérateurs ont anticipé les abattages et le manque d'offre s'est progressivement amplifié jusqu'à la fin de l'année.



Pologne : le JB O à 4,23 €/kg en fin d'année !

En **Pologne**, le JB O a atteint 4,23 €/kg de carcasse en semaine 52 (+40% /2020 et 2019 ; +30% /2018) et le JB R 4,32 €/kg (+41% /2020 ; +52% /2019 et +32% /2018). Rappelons que le R est très minoritaire en Pologne, ce qui explique sans doute le très faible écart de prix avec le JB O.

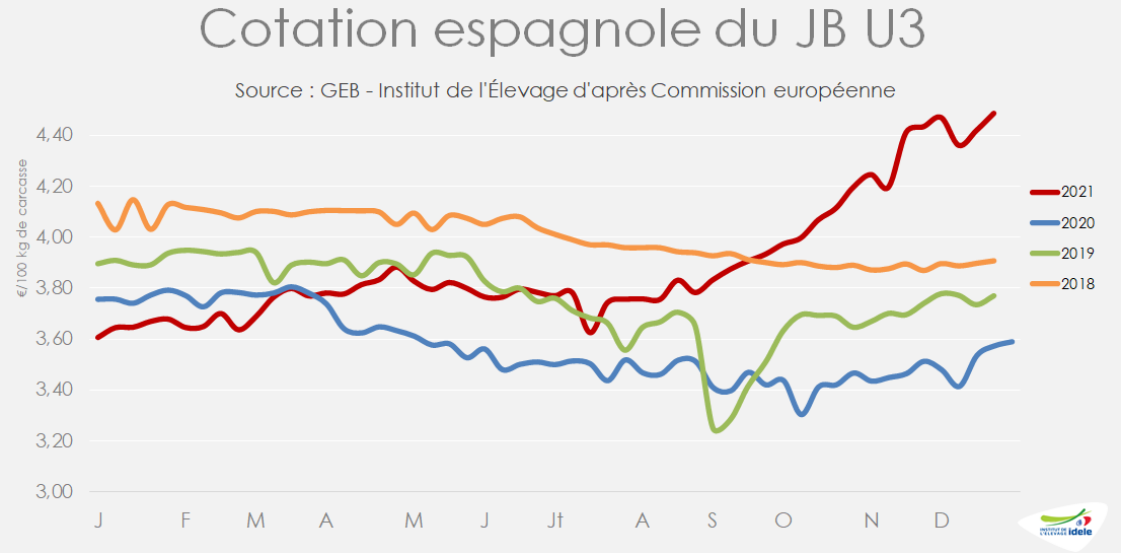


La baisse de l'offre dans le pays, qui s'est amplifiée comme partout en Europe au dernier trimestre en raison des anticipations d'abattages les mois précédents, a contraint les abatteurs à concéder ces fortes revalorisations.

Face à la demande accrue en viande bovine polonaise, la production plafonne. D'après nos estimations, la production polonaise de viande bovine aurait reculé en 2021 pour la 3ème année consécutive (-2% /2020, à 547 000 téc). Les exportations, qui écoulent 85% de la production nationale, auraient reculé dans les mêmes proportions à 466 000 téc.

Espagne : les prix profitent du contexte européen

En **Espagne**, la cotation du JB U a atteint 4,49 €/kg de carcasse en fin d'année (+25% /2020 et +19% /2019).



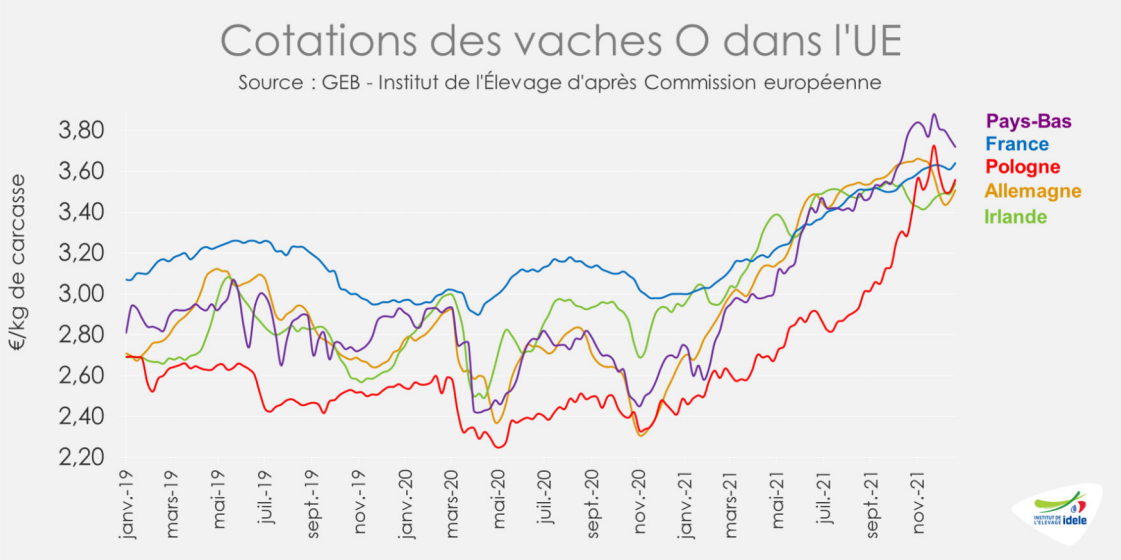
La production espagnole est à présent limitée. Les abattages de mâles non castrés de plus d'un an, en hausse de +18% /2020 sur les 9 premiers mois de l'année, n'affichaient plus qu'un +1% en octobre, à 66 000 têtes. Par ailleurs, leur poids moyen était en retrait (-0,4% /2020), conséquence de probables anticipations d'abattage avec la hausse des coûts d'alimentation. Les abattages de bovins de 8-12 mois restaient en hausse en octobre à 74 000 têtes (+6% /2020), mais avec un poids moyen en retrait de -2,1%.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

La raréfaction de l'offre soutient les cours

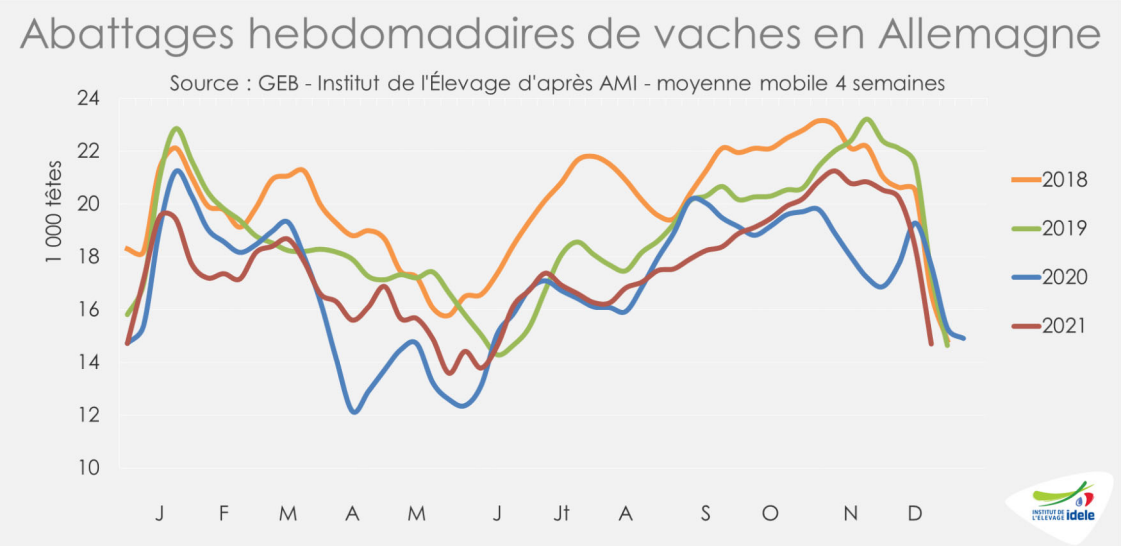
Dernière révision le 18 janvier 2022

Après des réformes un peu plus abondantes à la fin de l'automne, l'offre en vaches est à nouveau modérée. Les cours des réformes sont de nouveau orientées à la hausse.



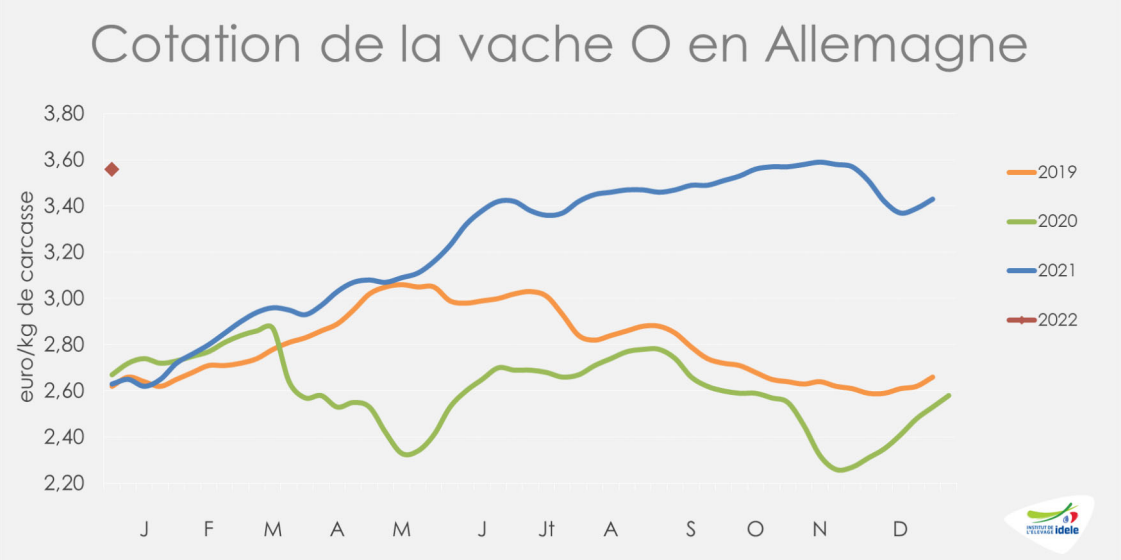
ALLEMAGNE : les cotations rebondissent

En **Allemagne**, les disponibilités sont restées limitées fin 2021. Sur les quatre dernières semaines de l'année (s.49 à 52) les abattages de gros bovins étaient très inférieurs aux années précédentes (-19% /2020 et -15% /2019). C'était notamment le cas pour les réformes (-17% /2020 et -15% /2019).

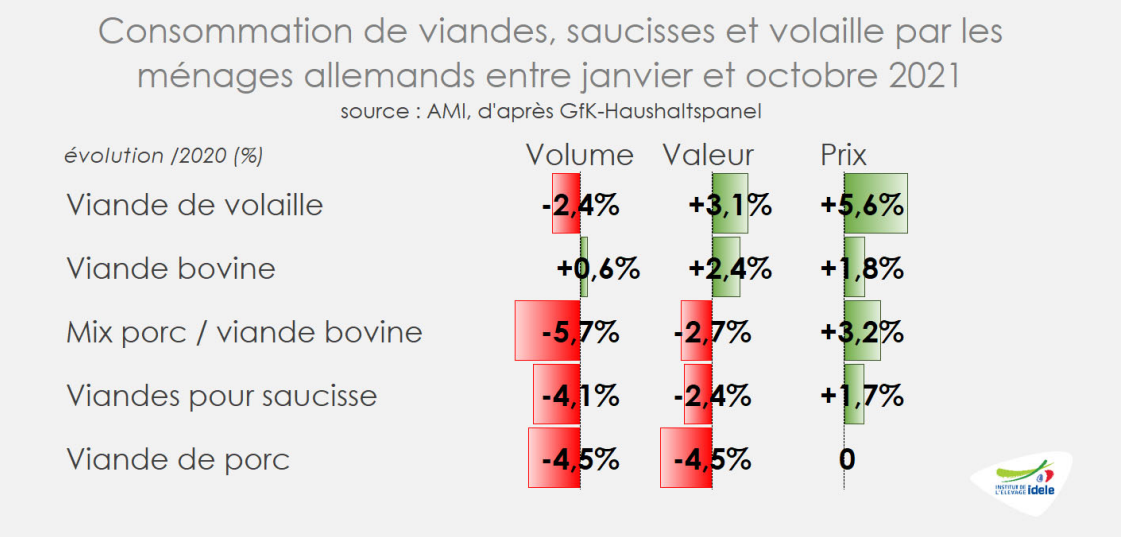


Courant novembre la demande en viande de vache des opérateurs allemands avait diminué avant la préparation des fêtes de fin d'année. Cette évolution habituelle à cette période avait fait pression sur les cotations des vaches.

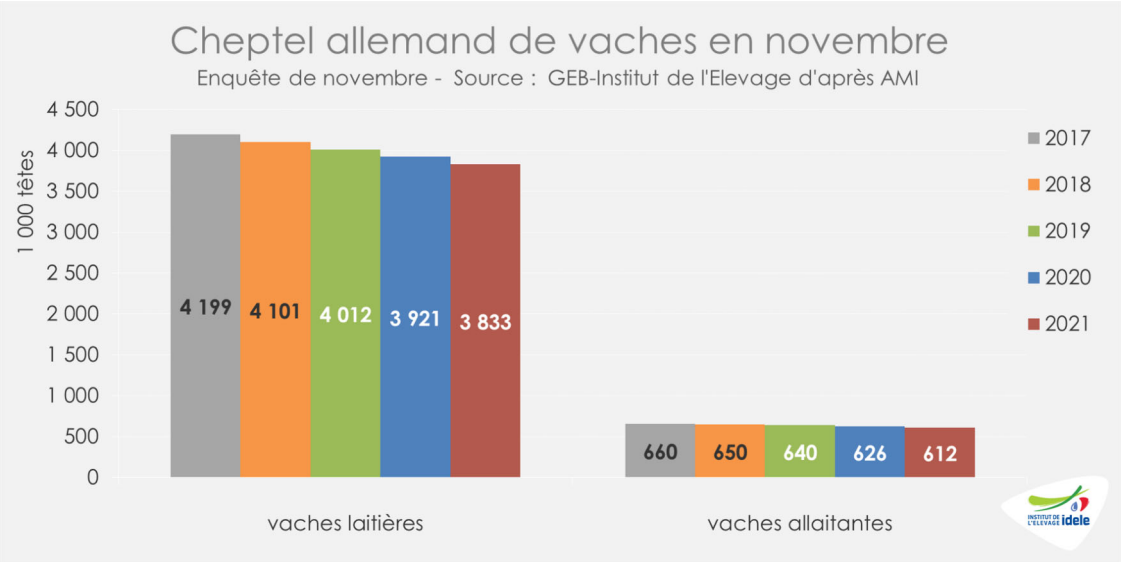
Mais, dès la mi-décembre, la demande est repartie à la hausse et les cours des réformes ont rebondi. En semaine 1, la vache O cotait 3,56 €/kg de carcasse (+35% /2020 et +33% /2019). C'est 3 centimes de moins (-1%) que lors du pic de mi-novembre 2021, mais 19 centimes de plus (+6%) qu'au relatif creux de la semaine 50. Début janvier, la demande s'est encore intensifiée d'après les experts d'AMI, conformément à l'évolution saisonnière des habitudes d'achat. Avec une offre qui devrait restée limitée, les prix devraient être soutenus dans les prochaines semaines.



Sur les 10 premiers mois de 2020, les achats des ménages de viande bovine au détail avaient bien résisté, en volume (+0,6% /2020) comme en valeur (+2,4%), contrastant avec toutes les autres viandes dont les volumes d'achat se réduisaient, et notamment le porc malgré une inflation nulle de son prix.

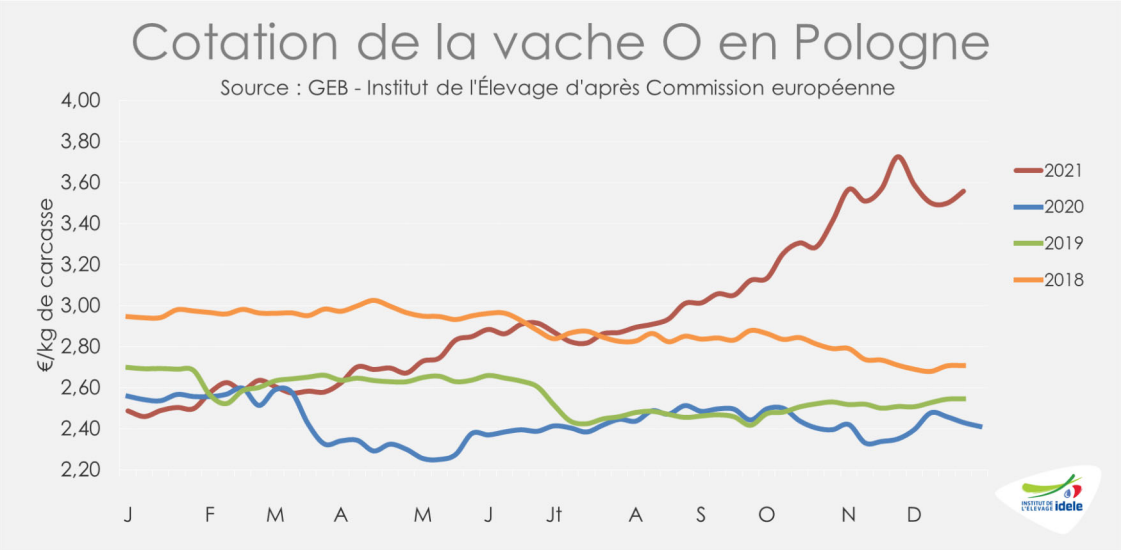


La production allemande pourrait connaître un nouveau recul en 2022. L'enquête cheptel de novembre 2021 pointait à nouveau le recul des effectifs totaux de bovins (-2% /2020 à 11,04 millions de têtes). Cette décapitalisation touche toutes les catégories de bovins : mâles de 1 à 2 ans (-3% à 0,81 million de têtes), génisses de plus d'un an (-4% à 2,34 millions de têtes), vaches laitières (-2% à 3,83 millions de têtes) et vaches allaitantes (-2% à 0,61 million de têtes).



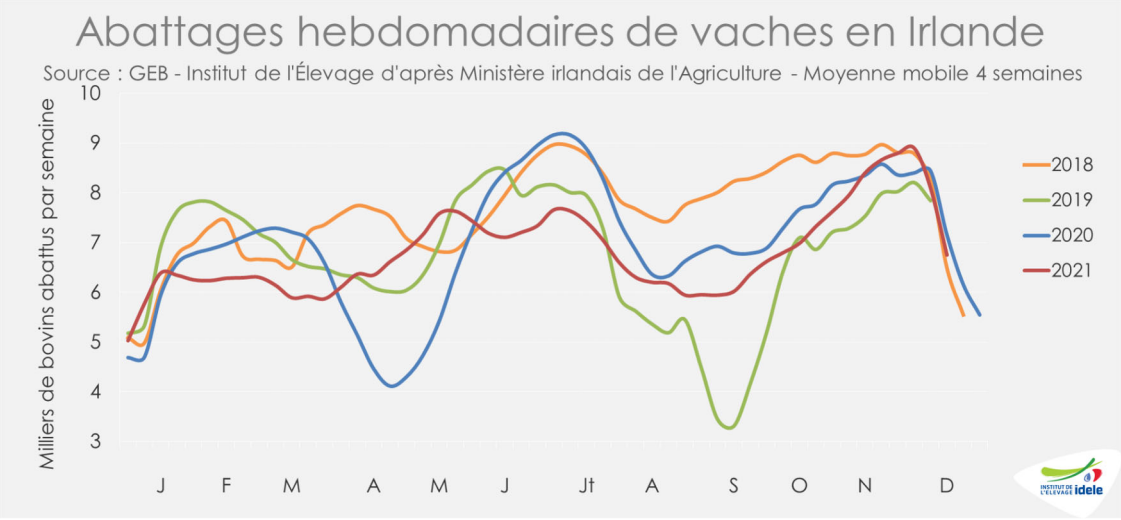
POLOGNE : les cours des réformes toujours soutenus

Après une accalmie saisonnière de courte durée en fin d'année, la demande en viande de réforme pour les secteurs de la transformation et de la restauration (notamment rapide) est repartie à la hausse dès la mi-décembre. Ainsi, les opérateurs recherchent à nouveau des réformes à abattre. En semaine 52, le cours de la vache O polonaise atteignait 3,56 €/kg de carcasse (+48% /2020 ; +40% /2019). C'est 17 centimes (-5%) de moins qu'au moment du pic de la semaine 49, mais 6 centimes de plus (+2%) qu'en semaine 51.

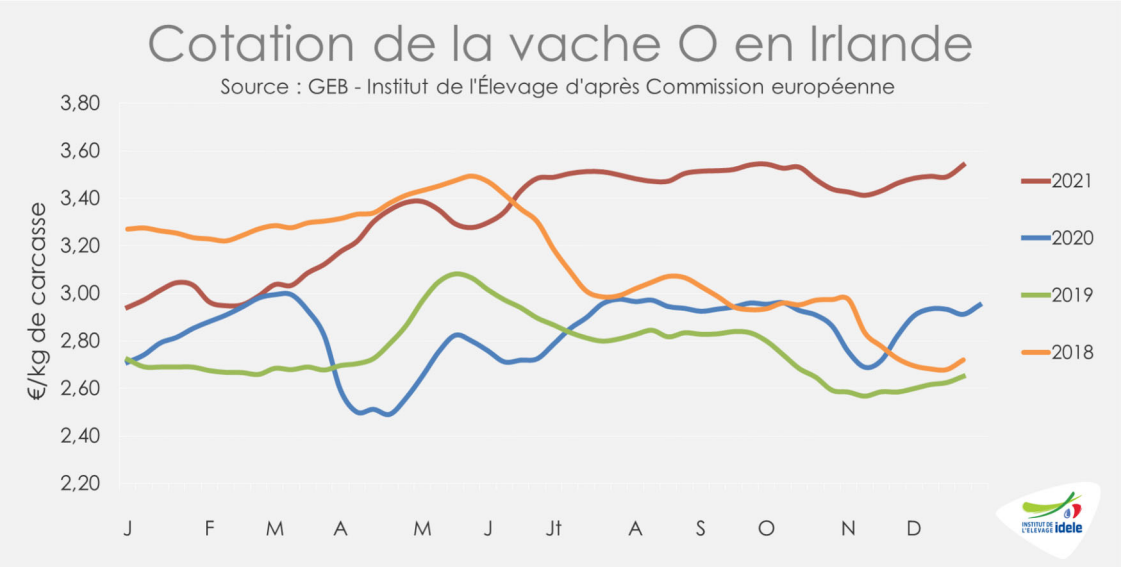


IRLANDE : la demande des abatteurs soutient les cours

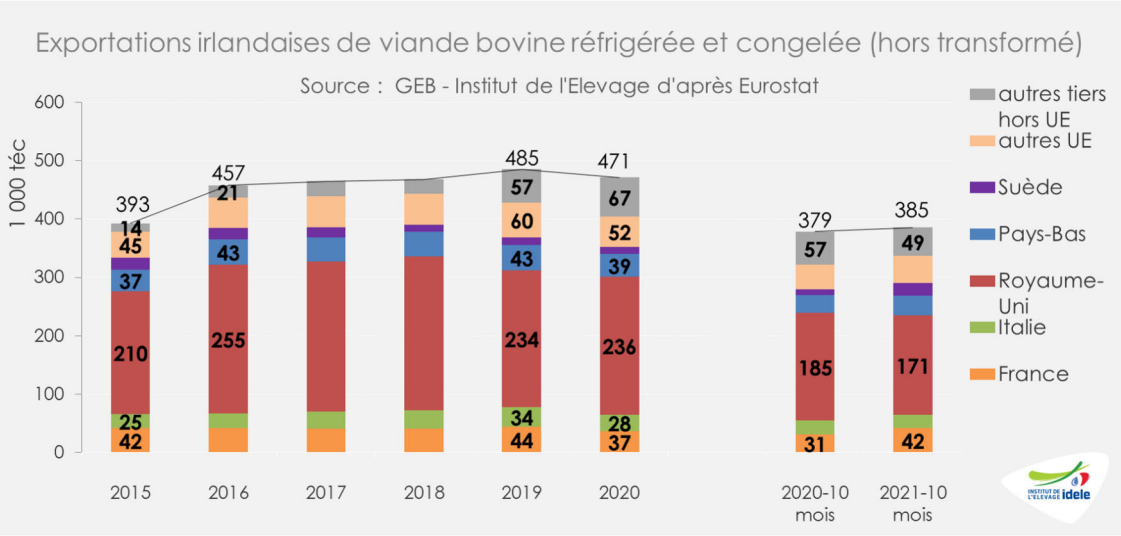
En **Irlande**, l'offre en femelles de réforme avait été plus étoffée en novembre, période habituelle de sortie de pâturage, avant de se réduire à nouveau. Sur les 5 dernières semaines de 2021, les effectifs de vaches abattues dans les abattoirs agréés pour l'export sont revenus à l'étiage, même s'ils restaient supérieurs à la fin 2020 où ils avaient littéralement plongé (+10% /2020) d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'Agriculture irlandais.



Avec une demande plus soutenue, le cours de la vache O est de nouveau orienté à la hausse. En semaine 52, il atteignait 3,54 €/kg de carcasse (+20% /2020 et +34% /2019), soit +8 centimes en un mois (+2%). D'après *Bord Bia*, les prix payés par les abattoirs irlandais devraient rester soutenus ces prochaines semaines.



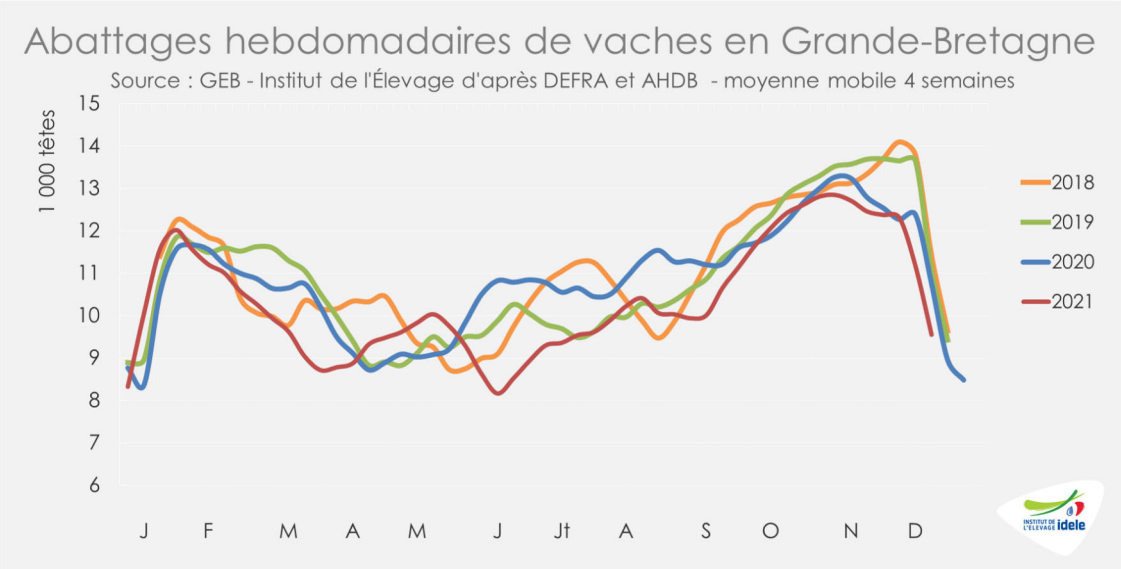
Le commerce extérieur irlandais de viande bovine a poursuivi son redressement partiel en octobre dernier. Sur 10 mois, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont atteint 385 000 téc (+2% /2020 mais -3% /2019). Les exportations vers les pays tiers ont reculé au profit des envois vers l'UE. Enfin, les exportations de viandes transformées restaient cependant limitées à 35 000 téc (-37% /2020 et -35% /2019).



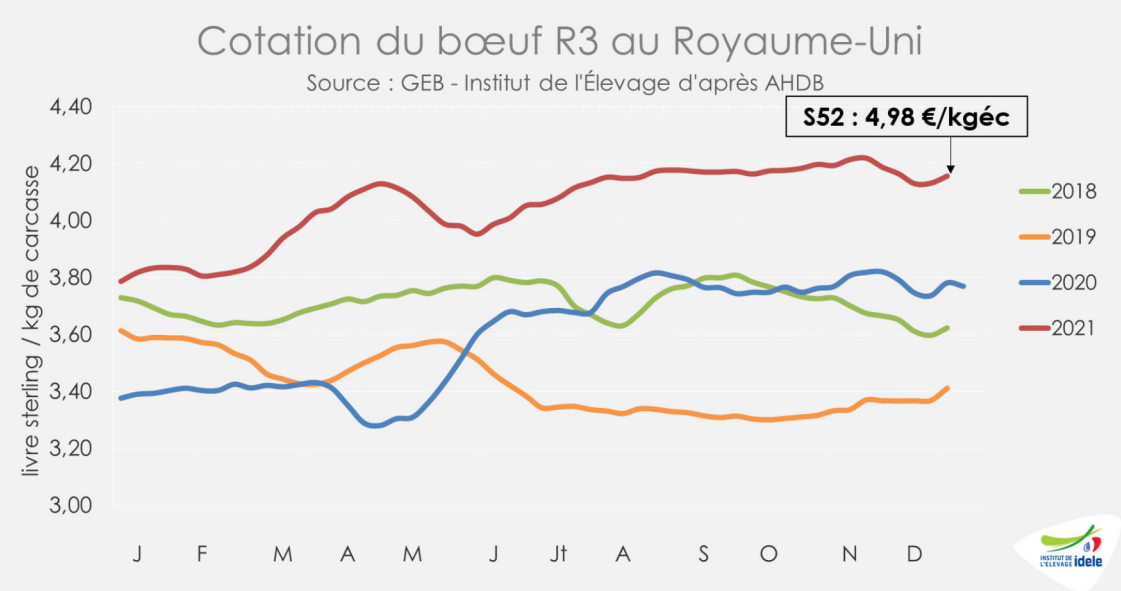
Affectées par le *Brexit*, les exportations irlandaises de viande bovine vers le Royaume-Uni se sont érodées depuis 2019. Mais les envois irlandais pourraient rebondir : les flux commençaient d'ailleurs à se redresser fin 2021. Ainsi, ASDA, une des plus grandes chaînes britanniques de supermarchés, vient d'annoncer qu'elle allait de nouveau recourir à la viande bovine irlandaise, provoquant les protestations du côté des éleveurs britanniques. ASDA avait annoncé son intention de renoncer à distribuer de la viande bovine importée en octobre 2020….

ROYAUME-UNI : après une baisse saisonnière, les cotations des réformes rebondissent

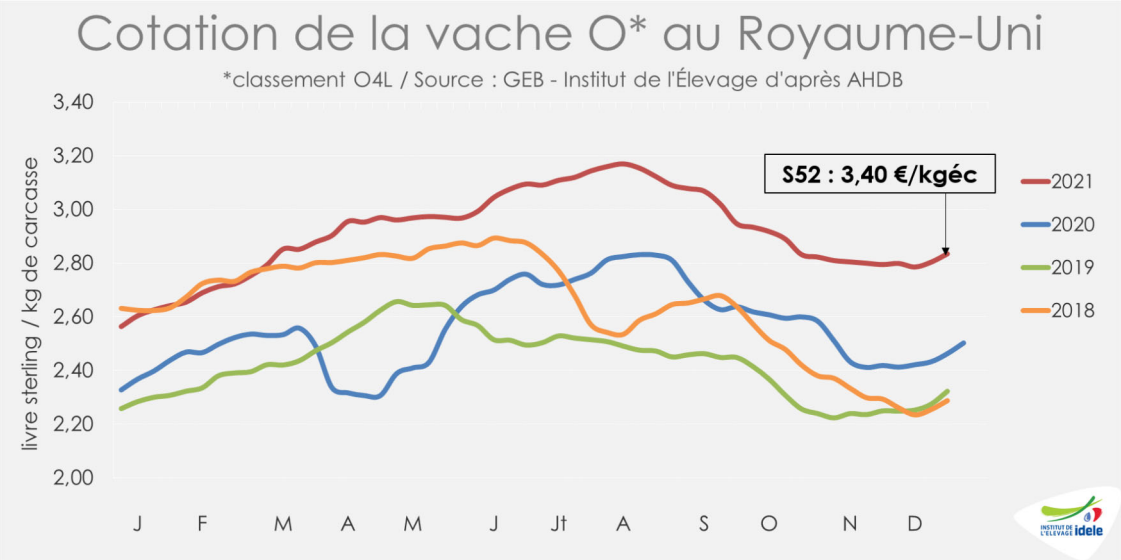
Au **Royaume-Uni**, le rythme de recul des abattages de réformes s'est amplifié entre les semaines 49 et 52 (-11% /2020 et -14% /2019). L'offre de femelles en ferme est faible alors que la demande des opérateurs a été robuste malgré une activité de transformation encore plutôt limitée.



En fin d'année, les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») ont été légèrement affectées par des difficultés rencontrées par les abattoirs : absences du personnel liées au Covid-19 et demande plus mitigée, suite à des fermetures de restaurants. Cependant, les cours sont repartis à la hausse. En semaine 52, la cotation de la génisse R3 atteignait 4,15 £/kg de carcasse (+10% /2020 et +22% /2019) et celle du bœuf R3 4,16 £/kgéc (+11% /2020 et +22% /2019), soit 4,98 €/kg de carcasse.



Après une baisse saisonnière et les perturbations de fin d'année, les cotations des réformes sont reparties à la hausse. En semaine 52, le cours de la vache O atteignait 2,84 £/kg de carcasse (+15% /2020 et +22% /2019), soit 3,40 €/kg.



Viandes bovines » Maigre »

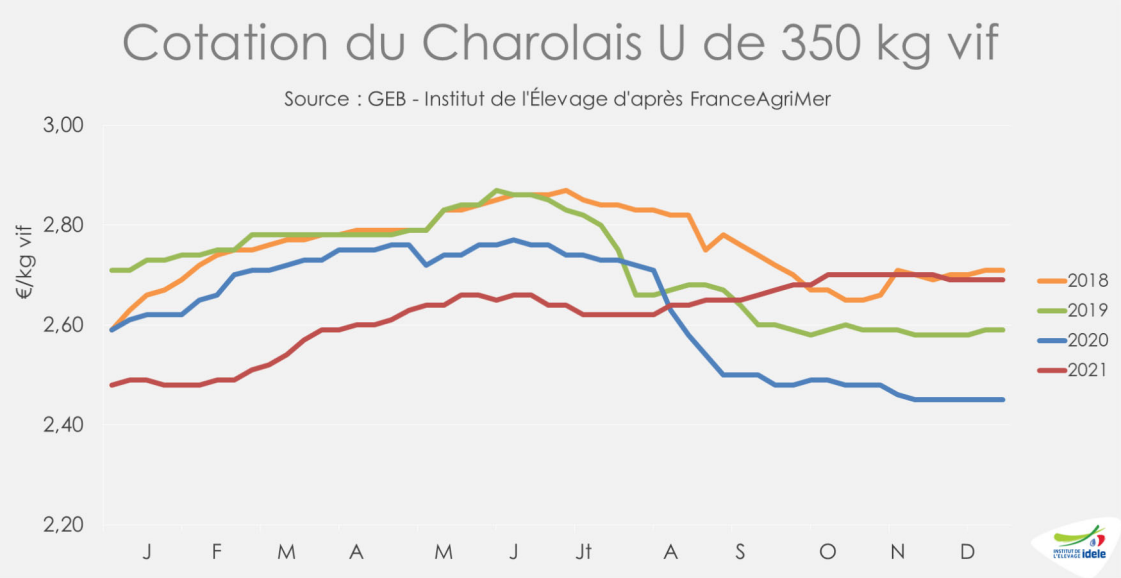
Les flux vers l'Italie se sont maintenus

Dernière révision le 18 janvier 2022

Les cours des broutards ont fini l'année à des niveaux supérieurs à la difficile fin d'année 2020, mais ils stagnent depuis plusieurs semaines malgré la hausse des cours des JB européens. Les exportations ont été dynamiques vers l'Italie et les pays tiers, elles sont néanmoins en recul vers l'Espagne.

Les cours stagnent

La rentrée en bâtiment, synonyme d'augmentation des disponibilités en bovins maigres, a été plus tardive que d'habitude en 2021. Mais cette hausse saisonnière des disponibilités ne s'est pas traduite par une baisse des cours : celui du mâle Charolais U de 350 kg est resté stable depuis fin octobre. Il s'est apprécié de 3 centimes entre la dernière semaine de 2021 et la première semaine de 2022. Il cotait 2,72 €/kg vif en semaine 1, soit +24 cts par rapport au très bas niveau du début de l'année 2021 (+10%) et +5% /2020.



En animaux plus lourds, le broutard mâle Charolais U de 450 kg a lui aussi stagné tout au long des mois de novembre-décembre avant de gagner 2 centimes la première semaine de 2022 pour atteindre 2,58 €/kg vif (+16% /2021 et +7% /2020).

Le cours du mâle Limousin E de 350 kg s'est également stabilisé mais plus tardivement, fin novembre.

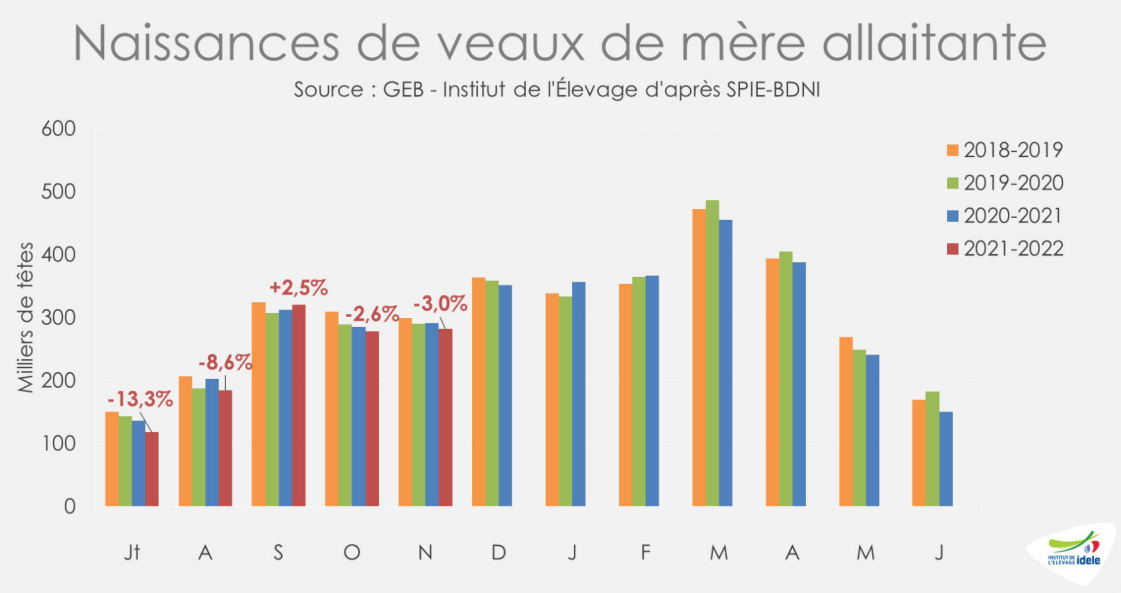
Il s'établissait en semaine 1 à 2,83 €/kg, soit +17 cts /2021 (+6%). En animaux plus légers, le croisé R de 300 kg cotait 2,62 €/kg la même semaine, soit +33 cts /2021 (+14% /2021 et +3% /2020).

En femelles, les cours étaient aussi stables ces dernières semaines. La Limousine E de 270 kg cotait 2,92 €/kg vif (+15 cts ou +5% /2021 et +7% /2020) et la Charolaise U de 270 kg 2,68 €/kg vif (+14 cts /2021 et +6% /2020).

Des naissances allaitantes durablement en baisse

Les naissances de veaux de mère allaitante étaient de nouveau en retrait en novembre, avec 283 000 veaux nés (-3% /2020 et /2019 selon SPIE-BDNI). En cumulé depuis juillet 2021, les naissances ont reculé de -4% /2020-21 (-44 000 têtes) et de -3% /2019.

Au 1er décembre 2021, on comptait 3 647 000 vaches allaitantes, en recul de -2,8% /2020, un rythme de décapitalisation qui ne cesse de s'accélérer depuis des mois.

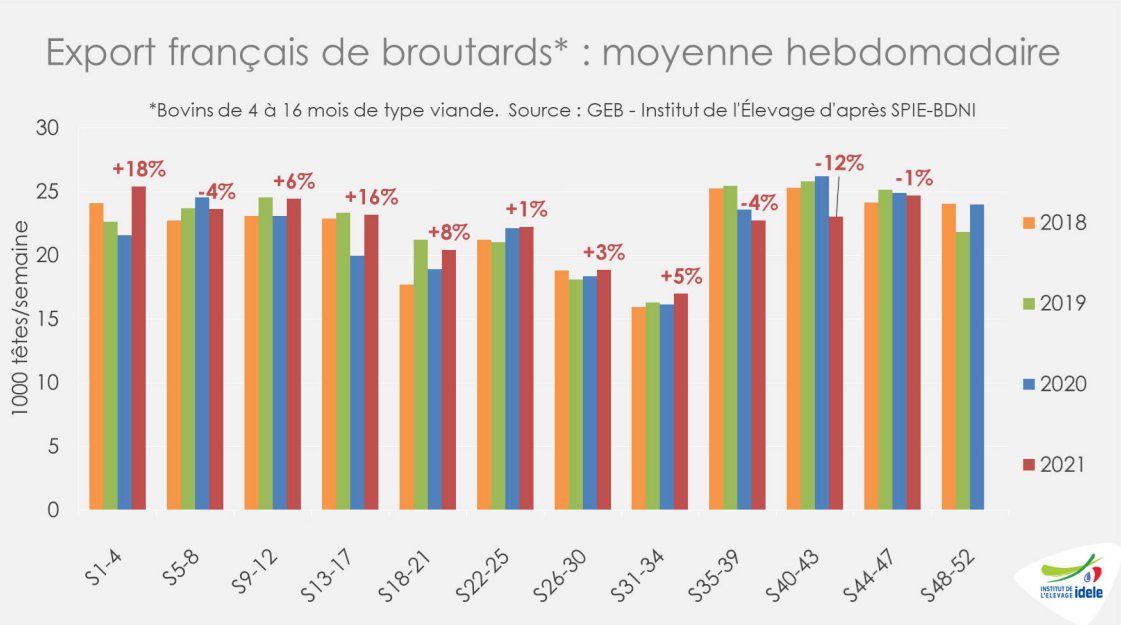


Effectifs de 0-6 mois en net recul

L'offre en broutards devrait rester très limitée dans les prochains mois : les effectifs en ferme de mâles allaitants de 0 à 6 mois sont en net recul depuis plusieurs mois (596 000 veaux au 1er décembre soit -10% /2020 et -9% /2019). Quant à ceux de mâles de mère allaitante de 6 à 12 mois, ils étaient quasi stables à 758 000 têtes (-1% /2020 et = /2019).

Des envois dynamiques vers l'Italie et les pays tiers

Sur la période 11 (S44 à S47), selon SPIE-BDNI, 99 000 broutards mâles et femelles ont été exportés, en léger recul de -1% /2020 et -2% /2019. En cumulé entre S1 et S50, les exports de broutards ont progressé de +3% /2020 pour atteindre 1 126 000 têtes. Ils restent néanmoins en léger recul par rapport à 2019, de -1%.



D'après les Douanes, 831 000 broutards ont été envoyés **en Italie** sur les 11 premiers mois de l'année, soit autant qu'en 2020 et 2019. Les envois de mâles de plus de 300 kg ont reculé de -5% /2020, tandis que les exportations de femelles de plus de 300 kg et de bovins de 160-300 kg ont progressé respectivement de +12% et de +6%. Après une chute de -13% des exportations en octobre du fait des faibles disponibilités, les envois ont rebondi de +12% en novembre.

Les envois **vers l'Espagne** se sont effondrés en novembre, de -21% /2020, faisant reculer les exportations cumulées sur 11 mois. Avec 108 000 broutards, elles ont reculé de -7% /2020 et de -26% /2019. Cette baisse est avant tout due au recul des envois de vifs de 160-300 kg (-13%) alors que les envois de femelles et de mâles de >300kg ont progressé respectivement de +50% et de +9%.

Les exportations **vers les pays tiers** sont restées dynamiques depuis le début de l'année 2021 (+5% /2020 sur 11 mois) grâce à la forte hausse des envois vers Israël (19 500 têtes, x2). En cumul sur 11 mois, les envois vers l'Algérie ont baissé de -2% par rapport à une année 2020 déjà marquée par une baisse significative. Ils sont inférieurs de -24% à leur niveau record de 2019. La reprise de l'octroi par le gouvernement algérien de licences d'importations pour les produits français devrait permettre un redressement des envois de broutards ces prochaines semaines. D'autant plus que le rétablissement de l'autorisation d'importations de génisses laitières françaises devrait faciliter le remplissage des bateaux.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Des coûts de production toujours en hausse

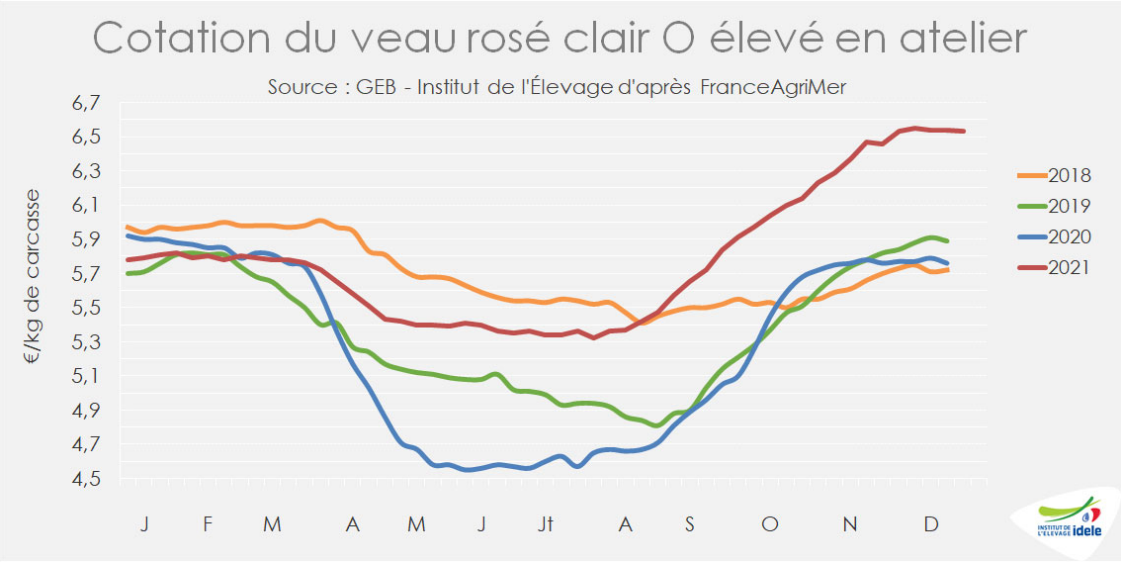
Dernière révision le 18 janvier 2022

La cotation du veau gras s'est stabilisée en fin d'année à un niveau élevé. La prudence des mises en place après deux années de crise a fait reculer l'offre, soutenant les prix dans un contexte de forte hausse des coûts de production. Avec également une offre restreinte, le marché néerlandais se porte bien malgré le renforcement des mesures sanitaires dans certains pays européens.

Le cours du veau gras débute l'année à un niveau élevé

Durant plusieurs semaines, la cotation du veau de boucherie rosé clair O s'est stabilisée à un prix élevé de 6,53 €/kg de carcasse en semaine 1 (+12% /2021 ou +75 cts et +10% /2020 ou +61 cts).

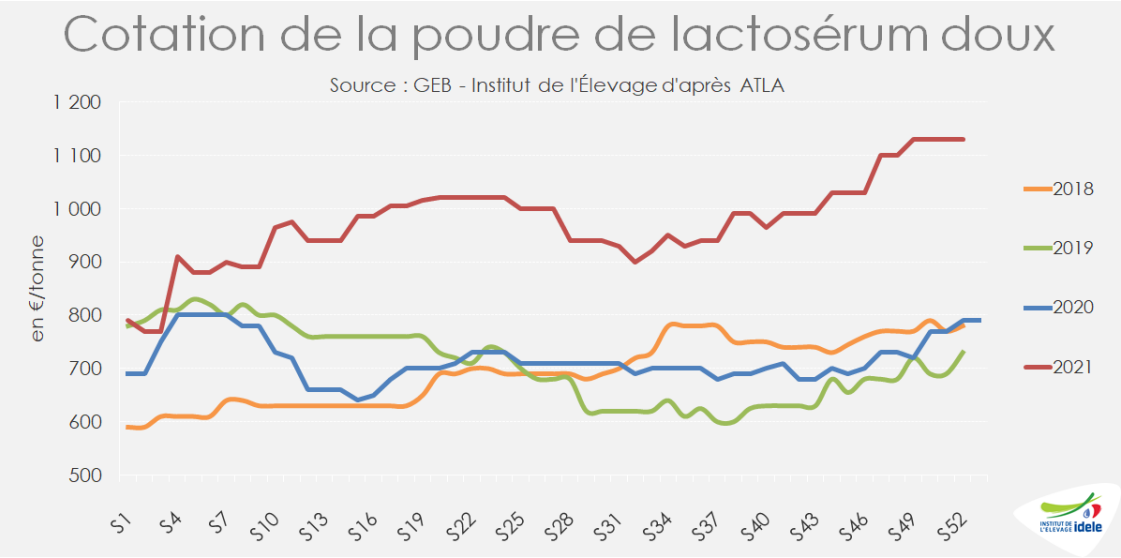
La hausse saisonnière du 2ème semestre 2021 a été très marquée. Après deux années de crise pour la filière, les mises en place ont été très prudentes en 2021. L'offre était donc en léger recul alors que la demande était soutenue à l'automne, le contraste avec 2020 étant lié au confinement de l'automne 2020. Par ailleurs, dans un contexte de hausse généralisée des coûts de production, cette hausse était plus que bienvenue.



La hausse a été similaire pour la cotation du veau R rosé clair élevé en atelier, à 6,95 €/kgéc en semaine 1 de 2022 (+56 cts /2021 et +57 cts /2020 soit +9% /2021 et 2020).

Les coûts alimentaires ont continué de grimper

Après une hausse ininterrompue depuis mi 2021, la cotation de la poudre de lactosérum doux s'est stabilisée à 1 130 €/t entre les semaines 49 et 52, un niveau jamais égalé ces dernières années (+49% /2020 et +46% /2019).

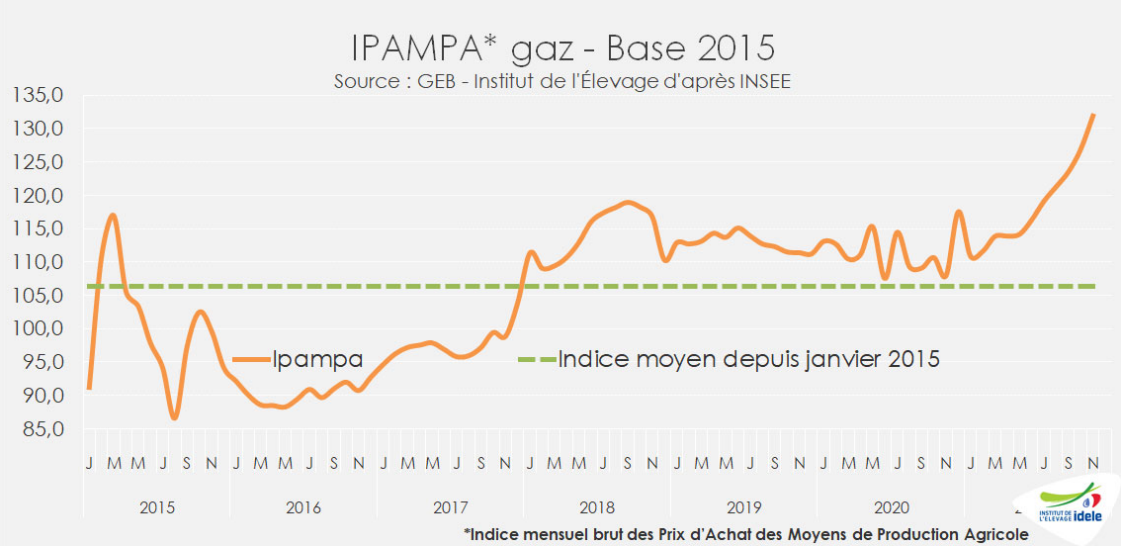


Le prix de la poudre maigre a également atteint des niveaux record. A 3 270 €/t, il était supérieur de +49% /2020 et de +43% /2019 en semaine 52 de 2021.

Les prix des matières premières laitières pourraient rester élevés les prochaines semaines, avec une collecte laitière mondiale globalement en retrait.

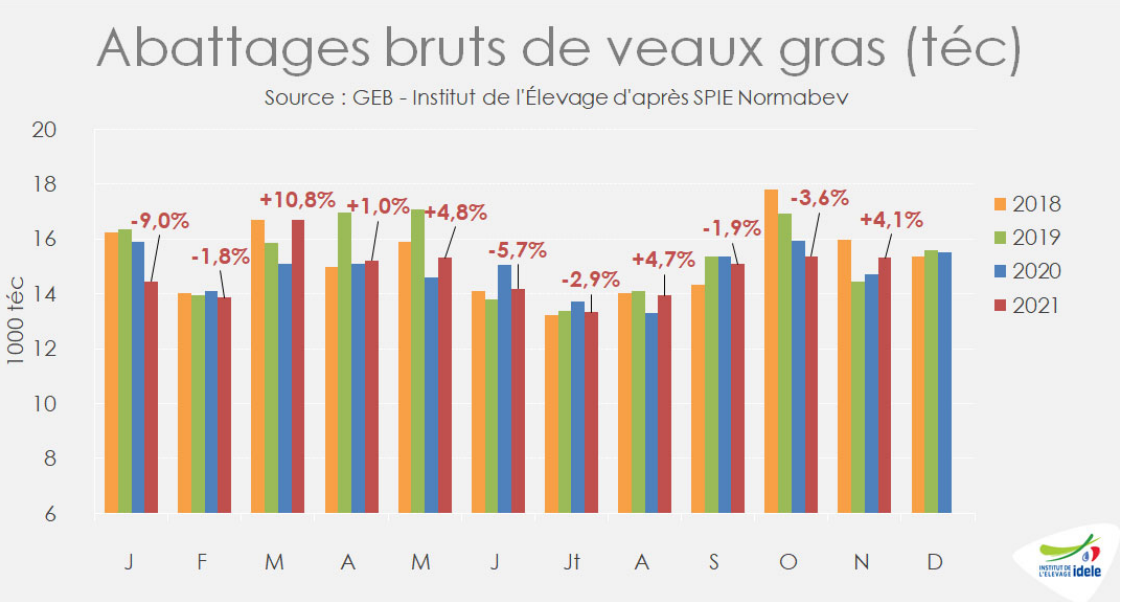
L'IPAMPA des autres aliments pour veaux a encore légèrement augmenté en novembre : à 119,2 points, il dépassait de 15 points son niveau de 2020 et de 20 points celui de 2019. Les prix des céréales et des substituts protéiques restent très élevés dans un contexte de forte demande mondiale.

Enfin pour les éleveurs, l'IPAMPA gaz a poursuivi sa montée en flèche entamée début 2021. En novembre 2021 sa valeur était de 131,9 points, soit +24 pts /2020 et +20 pts /2019.



La production n'a pas retrouvé son niveau d'avant pandémie

En novembre, 103 000 veaux gras ont été abattus en France, en progression de +1% /2020, avec cependant un jour ouvré de plus qu'en 2020, et de +1,7% /2019. En tonnage, la hausse est plus forte : 15 300 téc ont été produites, soit +4% /2020 et +6% /2019.



En cumul sur les onze premiers mois de l'année, 1 095 000 veaux ont été abattus (-0,6% /2020 et -4,6% /2019) pour un total de 162 600 téc (-0,1% /2020 et -3,3% /2019). La prudence des mises en place a très légèrement fait reculer l'offre en 2021, mais la production en téc se maintient grâce à la hausse des poids carcasse.

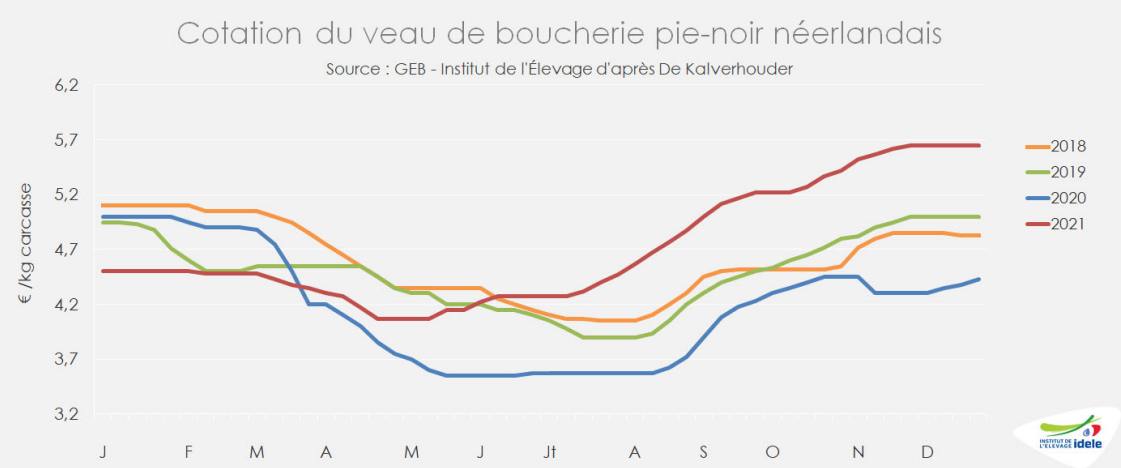
Le poids carcasse à nouveau très élevé en novembre

L'âge et le poids à l'abattage diminuent saisonnièrement à l'automne, mais en octobre et novembre 2021 ce recul a été plus modeste.

Le poids à l'abattage est donc resté élevé en novembre : à 148,9 kg éc, il dépassait de +4,4 kg éc son niveau 2020 et de même +5,9 kg éc son niveau 2019. L'âge à l'abattage en novembre, à 187,1 jours, était plus élevé qu'en 2020 à pareille époque (+2,8 jours /2020 et de +3,3 jours /2019).

Aux Pays-Bas, les cours sur un plateau haut

A 5,65 €/kg de carcasse en semaine 1, un cours inchangé depuis la semaine 48 de 2021, la cotation du veau de boucherie néerlandais dépassait largement ses niveaux de 2021 (+26%) et 2020 (+13%). Le marché du veau blanc néerlandais se porte bien, tiré notamment par des demandes, française et italienne, soutenues alors que l'offre néerlandaise reste plutôt réduite.



En octobre, les abattages de veaux néerlandais étaient en net repli de -13% /2020 en téc et -12% /2020 en têtes. Par conséquent, en cumul sur les 10 premiers mois de l'année, les abattages de veaux sont à présent en recul en téc (182 100 téc, -1,7% /2020) et bien plus en têtes (1,13 million soit -3,4% /2020). Les intégrateurs néerlandais ont réduit les mises en place après les difficultés rencontrées en 2020 et face aux coûts de production très élevés tout au long de 2021.

Les veaux néerlandais qui sortiront dans les prochaines semaines sont produits à un prix de revient nettement plus élevé que début 2021. D'après les opérateurs néerlandais, seul un maintien des cotations permettrait de couvrir les coûts de production.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

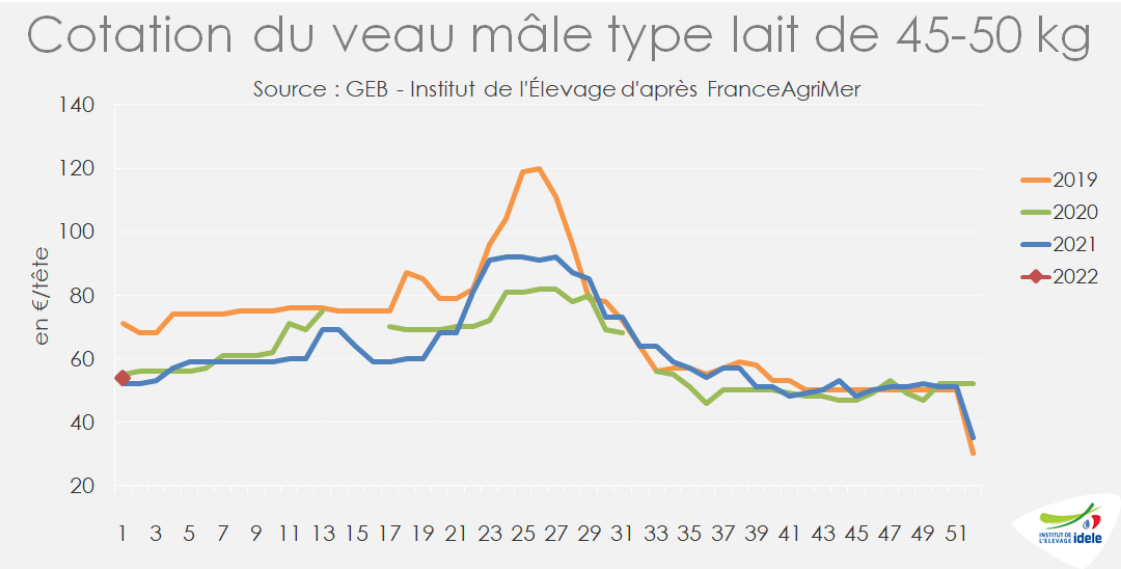
Des prix faibles malgré le dynamisme des exportations

Dernière révision le 18 janvier 2022

Le marché français du petit veau laitier est morose du fait d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, récurrent à cette période de l'année. Le pic automnal des naissances est passé. En décembre, les mises en place sont souvent plus modérées dans les ateliers de veaux de boucherie français, en prévision d'une consommation de viande de veau qui diminue avec l'arrivée des beaux jours. La demande des engraisseurs espagnols pour le jeune veau reste forte malgré la hausse des coûts alimentaires.

Les débouchés français rétrécis

Comme chaque année, les ventes de veaux mâles laitiers sont compliquées depuis le début de l'automne. Les difficultés à trouver des débouchés sur le marché français durant la période de pic des naissances laitières a affecté les prix.

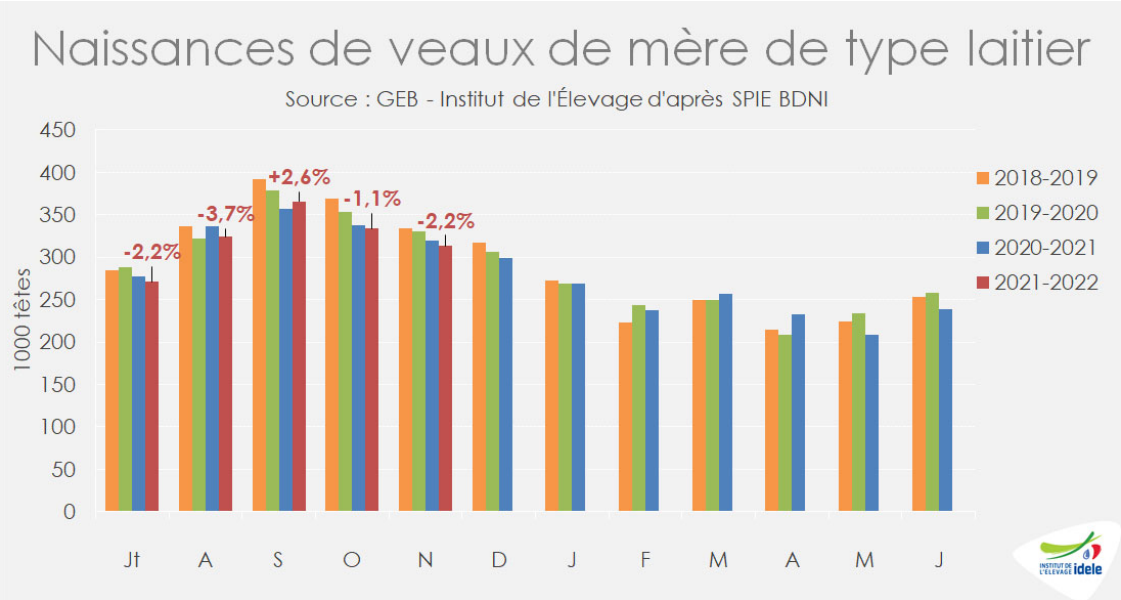


A 54 €/tête en semaine 1 de 2022, le cours du veau mâle de type lait de 45-50 kg vif stagne au même niveau faible que celui des années précédentes (+2 € /2021 et -1 € /2020). La cotation du mâle laitier de 50-60 kg s'est un peu appréciée : à 78 €/tête en semaine 1, elle est supérieure au prix très dégradé de 2021 (+11 €) et au prix de 2020 (+3 €). Ces cotations sont représentatives des prix pratiqués sur les marchés aux bestiaux.

Des naissances de veaux croisés en hausse

En novembre 2021 comme en octobre, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé, cette fois-ci de -2,2% /2020 (-7 000 têtes) et de -5,2% /2019 avec un total de 313 000 naissances d'après SPIE-BDNI. Le pic automnal des naissances a été un peu moins marqué en 2021 que l'année précédente : -20 000 naissances de juillet à novembre.

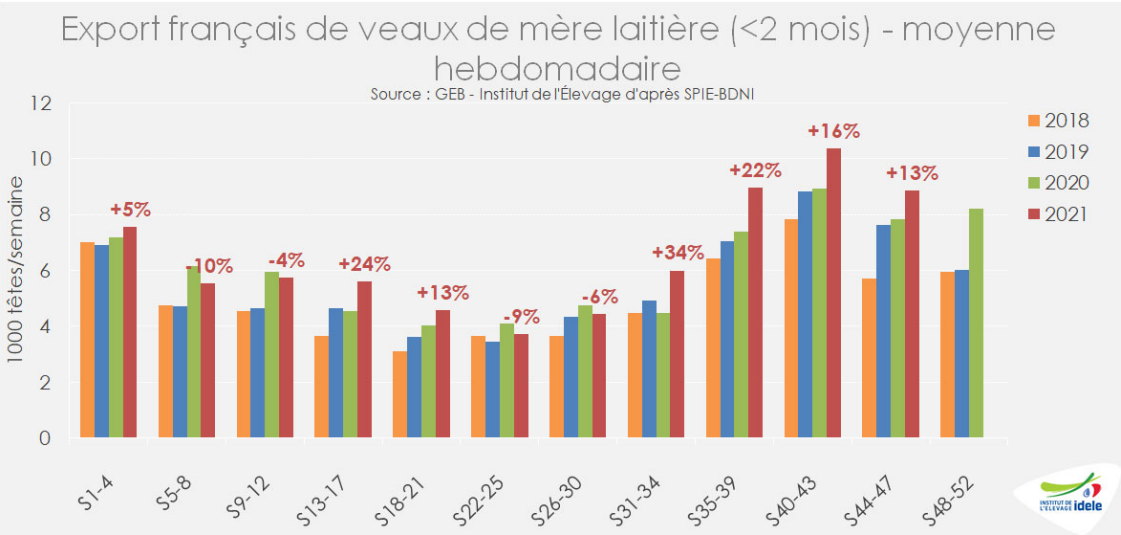
Au 1er décembre 2021, 3 519 000 vaches laitières étaient présentes dans les élevages, soit -1,8% /2020 (-65 000 têtes).



En cumul depuis janvier 2021, les naissances issues de mère laitière ont totalisé 3,05 millions de têtes, en retrait de -1,2% /2020 et de -1,5% /2019. Ce recul cache des disparités entre les types raciaux : les naissances cumulées de veaux de race laitière pure et croisés lait reculent à 2,35 millions de têtes (-3,0% /2020), alors que les naissances de veaux croisés viande progressent de +4,5% /2020 (699 000 têtes).

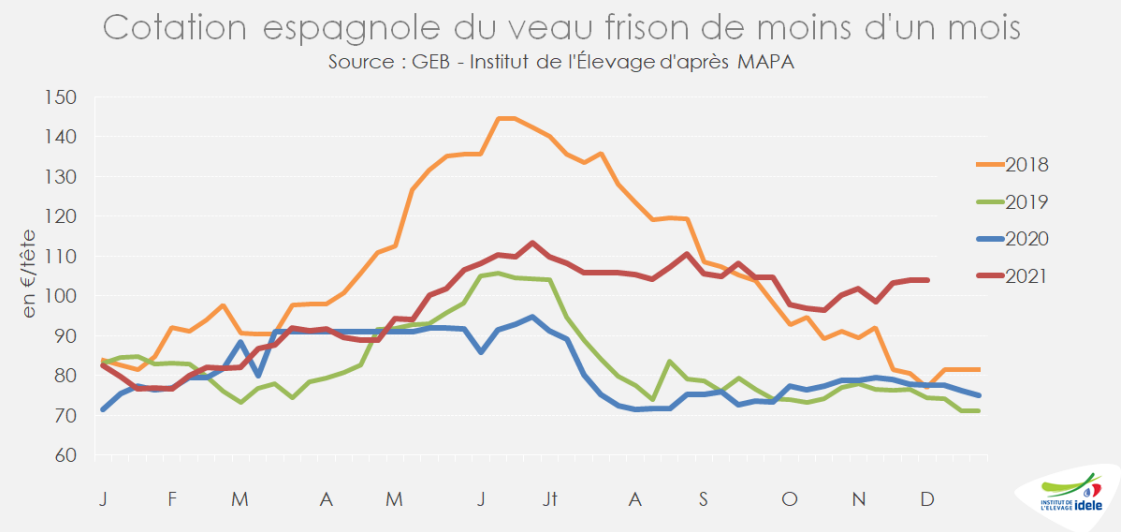
Toujours plus de veaux vers l'Espagne

Les exportations de veaux laitiers ont encore augmenté ces derniers mois. Sur les semaines 44 à 47 (mois de novembre) 35 000 veaux de mère laitière ont été exportés, soit +13% /2020 (+4 000 têtes) et +16% /2019. En cumul sur les semaines 1 à 50, 339 000 petits veaux ont été exportés, soit une hausse de +9% /2020 et de +18% /2019. Cette hausse des exportations est destinée au marché espagnol qui capte environ 90% des veaux laitiers français exportés.



La demande des engraisseurs espagnols est soutenue dans un contexte de hausse des cours européens de la viande. Sur les 9 premiers mois de l'année, les importations espagnoles de bovins vivants (broutards et veaux) toutes origines confondues, ont progressé de +17% /2020 d'après Eurostat.

Néanmoins, la hausse du prix des matières premières et de l'énergie pèse sur les coûts de production. D'après les données Eurostat, les importations espagnoles de bovins maigres (broutards et veaux) ont reculé de -14% /2020 au 3ème trimestre 2021. Cette baisse des importations n'affecte pas les petits veaux laitiers français, dont les achats ont progressé de +7% /2020 sur cette même période. Malgré la hausse des coûts alimentaires, les Espagnols continuent d'acheter des veaux laitiers français qui nécessitent moins de mobilisation initiale de trésorerie par rapport à des animaux plus âgés de type broutard.



La cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois témoigne de cet intérêt pour le jeune veau. Elle n'a pas connu de baisse saisonnière et s'est maintenue à des niveaux élevés pour une fin d'année. A 104 €/tête en semaine 49, elle était nettement supérieure au niveau des années passées (+34% /2020 et de +40% /2019).

Reflux persistant malgré la hausse des prix du lait

Dernière révision le 18 janvier 2022

La production laitière est désormais ralentie dans tous les grands bassins exportateurs, à l'exception de l'Argentine. Elle recule légèrement dans l'UE-27 depuis septembre sous l'effet de décrochage prononcé des principaux pays producteurs : Allemagne, France, Pays-Bas… En revanche, elle demeure dynamique en Italie.

Le reflux de la ressource laitière dans l'UE-27 se répercute surtout sur les fabrications de beurre et de poudre maigre, ce qui contribue au redressement de leurs cours sur des marchés désormais en manque de disponibilités.

Le prix du lait à la production se redresse plus ou moins vite selon les pays et ne semble pas (encore) stimuler la production laitière. En France, il s'était peu apprécié jusqu'en novembre, mais semble décoller depuis décembre, parallèlement à des charges toujours plus élevées. L'évolution de la production laitière reste donc suspendue à l'évolution conjointe du prix du lait, plutôt bien orienté et de celle des charges qui ne devraient pas baisser dans les prochains mois.

Lait de vache » Collecte laitière »

France : Une collecte toujours atone

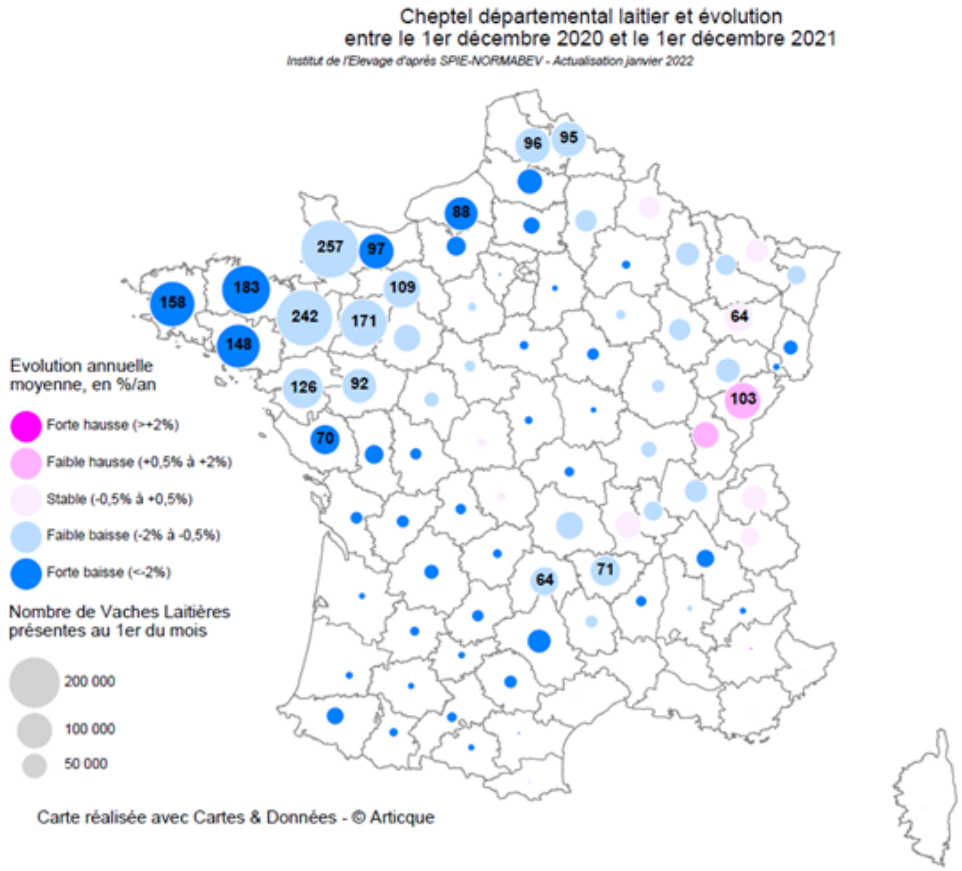
Dernière révision le 18 janvier 2022

En France, le décrochage de la collecte s'est poursuivi en novembre (-2,7% /2020). Le prix du lait n'a que peu progressé jusqu'en novembre, mais semble décoller depuis décembre. Cette revalorisation des prix payés permet enfin de compenser la hausse des charges, qui s'est pourtant accentuée depuis octobre. En conséquence, la marge MILC s'est redressée en novembre, et devrait continuer de progresser dans les prochains mois.

L'érosion du cheptel s'est poursuivie en 2021

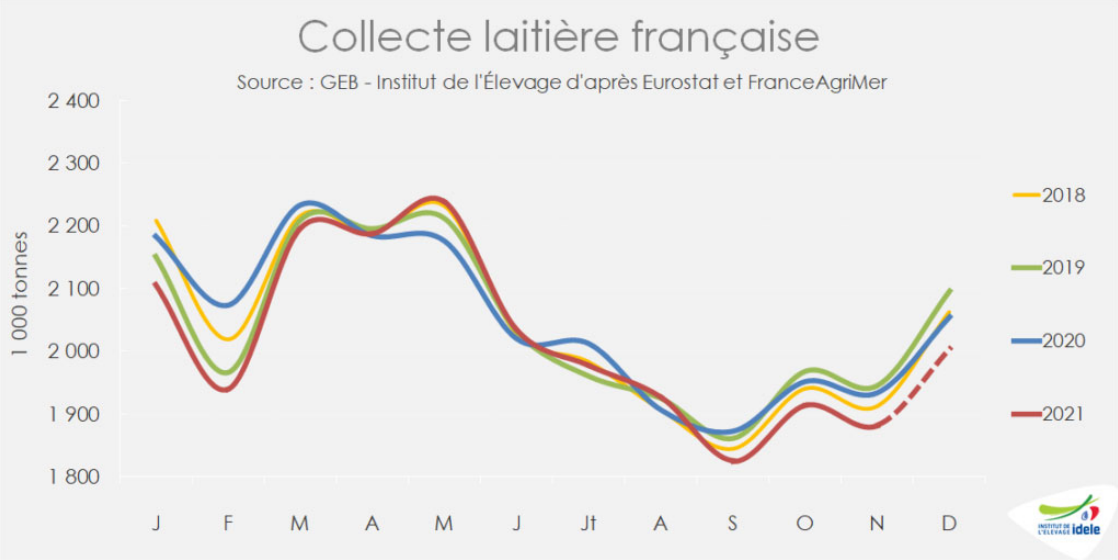
Le cheptel national de vaches laitières a de nouveau reculé sur l'année 2021, pour la 7ème année consécutive. Il finit l'année en repli de -1,8% par rapport à décembre 2020, soit -65 000 têtes.

La configuration est la même que l'an dernier. Le recul est systématique sur l'ensemble de la façade Ouest, et particulièrement prononcé dans les départements bretons. Les Côtes-d'Armor accusent un repli de -2,7% /2020 (-4 000 têtes), le Morbihan de -2.4% (-2 900 têtes) et le Finistère de -3.2% (-4 200). Seuls les principaux départements de la zone Comté voient leur cheptel progresser, à l'image du Doubs (+0,9%), et du Jura (+0,7%). La Manche reste le premier département détenteur de vaches laitières, devant l'Ille-et-Vilaine et les Côtes d'Armor.



Poursuite du décrochage de la collecte

En novembre, la collecte nationale s'est de nouveau fortement repliée d'une année sur l'autre (-2,7% /2020), à 1,882 Mt. C'est le 3ème mois consécutif de recul sensible des livraisons, depuis le net décrochage observé en septembre, qui coïncide avec le passage aux rations hivernales, plus dépendantes des compléments azotés, que beaucoup d'éleveurs rationnent actuellement en raison de leur prix.



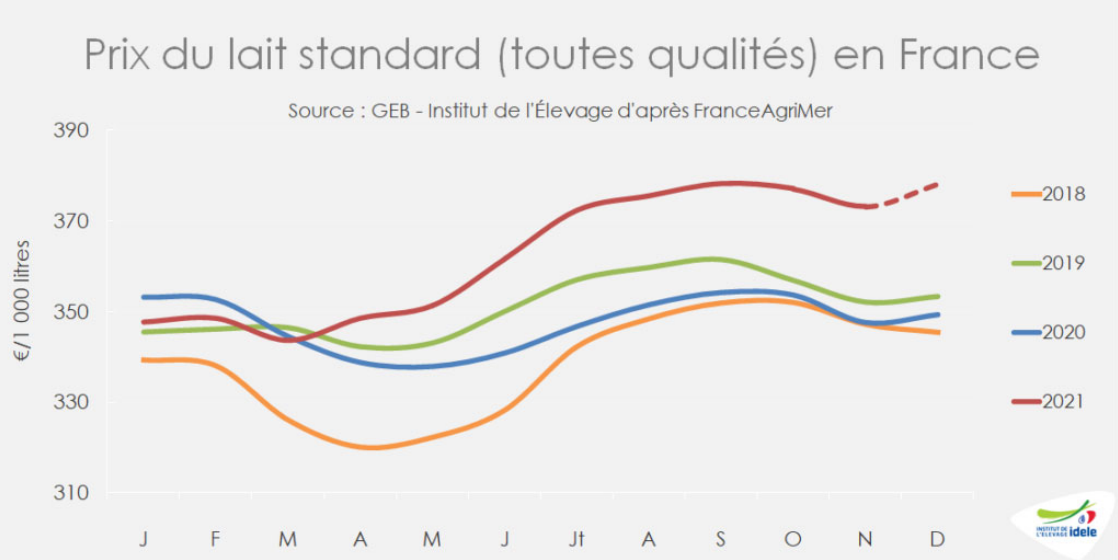
La hausse du prix du lait s'accélère depuis décembre

En novembre, le prix du lait standard toutes valorisations (conventionnel, AB et AOP) s'est établi en moyenne nationale à 373 €/1 000 l, en recul de -4 € sur un mois, mais en hausse de +26 € /2020. Le prix réel payé aux livreurs a quant à lui augmenté légèrement d'un mois sur l'autre (411 €/1 000 l, +30 € /2020), grâce à un record national de teneur moyenne en MG (43,86 g/l).

Cette lente appréciation du prix du lait départ ferme se traduit par une déconnexion croissante avec le prix du lait transformé et valorisé en beurre/poudre maigre, qui s'est envolé en novembre.

Pour les opérateurs, cela s'explique par l'inertie de la valorisation réelle des produits laitiers fabriqués. En raison de la collecte atone, ceux-ci ne profiteraient que très peu des opportunités de valorisation des ingrédients laitiers aux cours actuels, puisque la plupart des volumes sont déjà contractualisés et engagés. De plus l'essentiel de la collecte est transformé en produits de grande consommation et fromages, dont les contrats sont honorés prioritairement. Certains acteurs évoquent même des difficultés à respecter des contrats avec les acheteurs d'ingrédients laitiers.

Selon l'observatoire de la revue *l'éleveur laitier,* le prix du lait aurait toutefois amorcé une hausse plus significative à partir de décembre, mois au cours duquel il aurait augmenté d'environ +5 €/1 000 l, s'établissant +30 € au-dessus de son niveau de décembre 2020. Les premières annonces de prix laissent entrevoir une revalorisation beaucoup plus forte pour le mois de janvier.

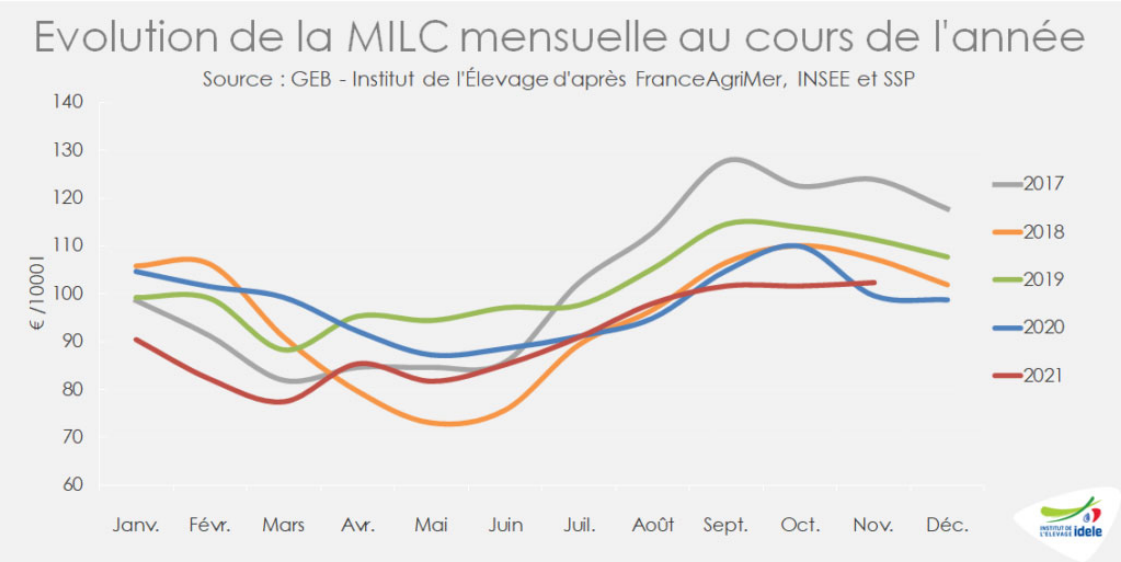


Poursuite de la flambée des charges

En novembre, l'indice IPAMPA lait de vache a connu une nouvelle hausse significative d'un mois sur l'autre à 118,1 pts (+1,6 pts /octobre 2021, +12% /novembre 2020), soit son nouveau plus haut niveau historique. Par rapport à septembre 2020, mois de début de cette flambée, la progression est de +15%, après 15 mois consécutifs de hausse ininterrompue. Les flambées les plus spectaculaires concernent le prix de l'énergie (+31% /2020) et surtout des engrais (+80%), qui contribuent pour moitié à la hausse de +12% de l'indice sur un an. Un quart de la hausse de l'indice émane de la progression du prix des aliments (+10% /2020), de nouveau en hausse en novembre, après avoir connu une relative stabilité depuis mai. Le reste provient du renchérissement du prix des investissements dans les biens d'équipements et les bâtiments.

La MILC se redresse

En novembre, la hausse du prix payé du lait, combinée à celle des co-produits, a plus que compensé l'inflation des charges. La MILC s'établit à 102 €/1 000 l et progresse très légèrement (+1 €) d'un mois sur l'autre, alors qu'elle est généralement orientée à la baisse en cette période, en lien avec la saisonnalité du prix du lait. En conséquence, la MILC repasse au-dessus de son niveau de l'an dernier (+3 €/1 000 l). Elle reste néanmoins en retrait de -8 € sur 12 mois glissants, et toujours inférieure aux niveaux enregistrés en 2017, 2018 et 2019.



Lait de vache » Collecte laitière »

Monde : Seule la collecte argentine reste dynamique, mais pour combien de temps ?

Dernière révision le 18 janvier 2022

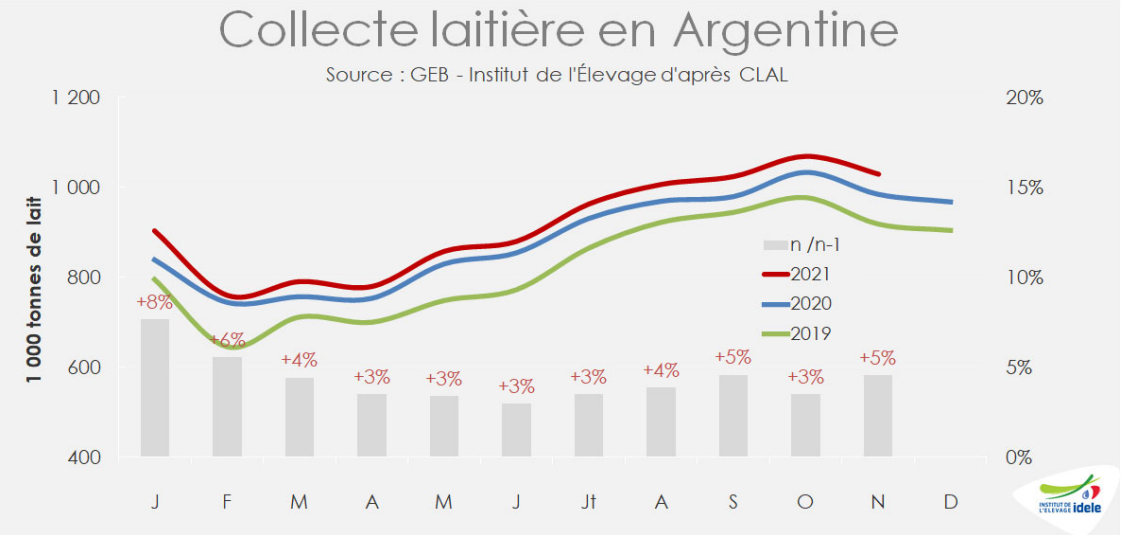
La production de lait cru reste en retrait chez les principaux pays exportateurs. Seule l'Argentine maintient pour le moment des hausses de volumes. Toutefois, là aussi, le maintien de cette dynamique est remis en question pour les mois à venir.

Argentine : La météo menace la croissance de la production dans les mois à venir

En **Argentine,** la collecte sur l'année 2021 a été particulièrement soutenue avec des hausses mensuelles allant de +3 à +8% /2020. La météo a globalement été favorable, les rendements laitiers se sont améliorés selon des sources locales.

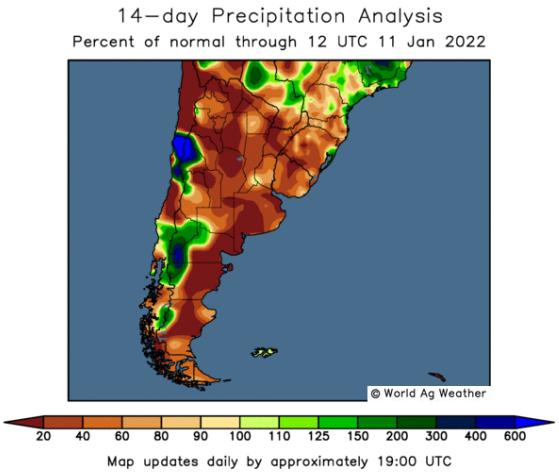
Ces volumes de lait supplémentaires ont principalement servi à l'augmentation de la fabrication de fromages (+11% sur les dix premiers mois de 2021 /2020). La consommation intérieure semble marquer le pas notamment en laits conditionnés. Leurs fabrications ont donc baissé de janvier à octobre (-4,6 % /2020) pour se réorienter vers des produits d'export comme la poudre maigre (+2,6% sur janv-oct21 /2020) et les poudres grasses (+10%) ainsi que le beurre (+12%).

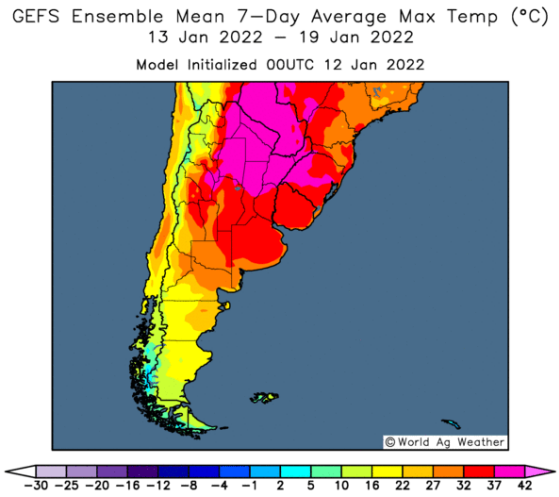
Malgré la forte demande internationale et la hausse des disponibilités fabriquées, les exportations argentines de produits laitiers peinent à décoller. D'un côté, elles sont pénalisées par une monnaie instable et en constante dévaluation ; de l'autre, les perturbations du fret mondial limitent aussi les capacités d'export du pays.



Pour l'année 2022, les voyants restent bons et incitatifs pour une production en hausse. L'USDA table d'ailleurs pour le moment sur une hausse de +1% par rapport à 2021. Toutefois, la météo pourrait venir perturber ces prévisions optimistes. En effet, le phénomène climatique de la Niña se renforce (variation des courants marins du Pacifique entrainant du sec en Argentine).

Le déficit de précipitation se creuse (graphique 1), limitant la pousse de l'herbe comme le bon développement des maïs et des sojas. La disponibilité en fourrage diminue donc tandis que le prix des matières premières (maïs et soja) augmente également dans le pays. Dans le même temps, les températures sont attendues supérieures à 40°C à la mi-janvier (graphique 2), ce qui représente dans la zone majoritaire de production de lait des températures supérieures de +10 à +15°C par rapport à la normale.





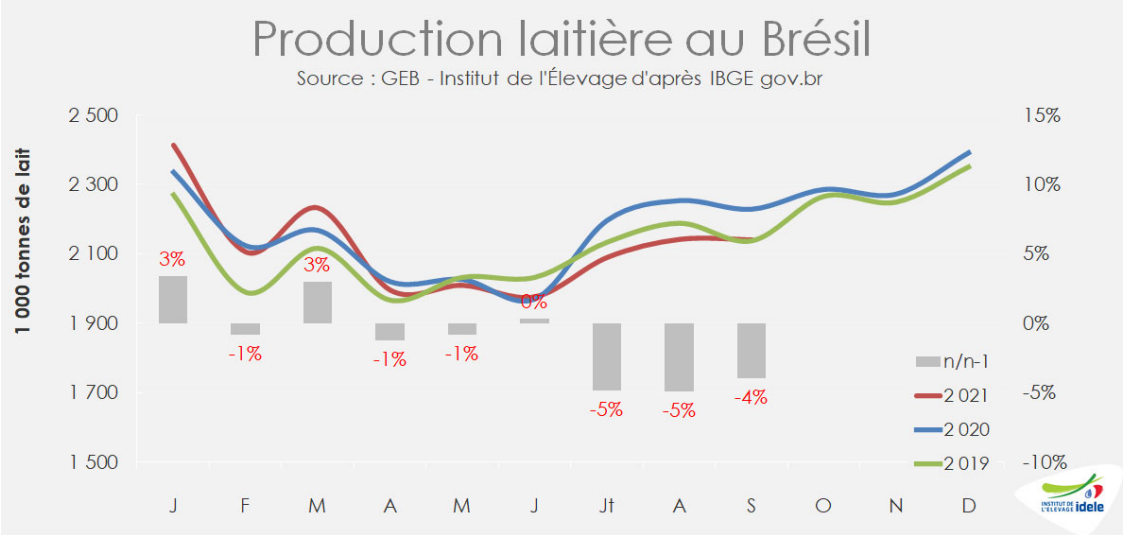
Graphique 1: Précipitations en Argentine en % par rapport à la normale au 11 janvier 2022. Source : World Ag Weather

Graphique 2 : Température maximum attendue sur la période du 13 au 19 janvier 2022, prévisions au 12 janvier 2022. Source : World Ag Weather

Amérique du Sud : la conjoncture est défavorable

Les élevages laitiers du **Paraguay** et de l'**Uruguay** sont soumis aux mêmes difficultés météorologiques. La sécheresse y sévit aussi abaissant les disponibilités fourragères dans un contexte de matières premières pour l'alimentation particulièrement chères.

Au **Brésil** également, la situation est compliquée. Sur le troisième trimestre 2021, la collecte a baissé de -4 à -5% d'une année sur l'autre selon IBGE, un office gouvernemental. Selon des sources locales, la collecte de lait sur le quatrième trimestre a également fortement chuté. Les éleveurs sont confrontés à des problèmes météo pénalisant la production. Cependant, dans le même temps, l'envolée des prix à la consommation pousse les consommateurs à fortement réduire leur demande. De plus, les importations de produits laitiers argentins ont été accentuées cette année (frontière terrestre avantageuse par rapport aux problèmes sur le fret maritime et conjoncture favorable en Argentine permettant une moindre hausse des prix). Les importations de fromages en provenance d'Argentine ont augmenté de +17 % d'une année sur l'autre, tandis que celles de beurre ont été multipliées par 2,7 au détriment des poudres de lait qui s'affichent en baisse. Dans ce contexte, les prix du lait payé au producteur, qui avaient augmenté en milieu d'année, ont fortement réduit sur les derniers mois 2021 pénalisant encore plus les éleveurs.



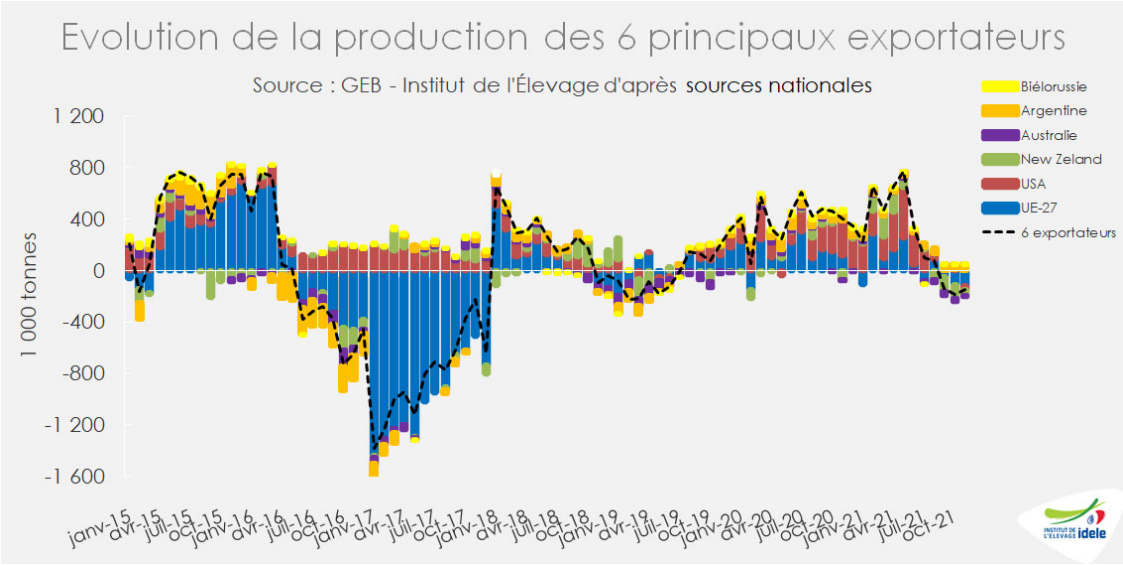
Recul de la production dans les autres bassins exportateurs

Aux **Etats-Unis**, la production de lait continue de se tasser. Ainsi, au mois de novembre, la production est pour le moment estimée en baisse de -0,4% /2020. Pour le mois d'octobre, l'USDA a corrigé sa première estimation de -0,5% /2020 pour une hausse de +0,1% /2020.

En **Nouvelle-Zélande**, la collecte a continué de décroître durant le printemps austral (-2% en novembre /2020). La coopérative Fonterra a annoncé, dans un communiqué de presse début janvier, que la collecte n'avait pas non plus été bonne durant les fêtes de fin d'année. Ces mauvais chiffres de production conduisent celle-ci à revoir en baisse de -1,7% son estimation de production pour la campagne 2021-22.

En **Australie**, la collecte a également reculé en novembre de -1% par rapport à celle de novembre 2020.

Comme la production européenne est elle aussi en repli, la production laitière agrégée des 6 principaux exportateurs reste avec une évolution négative en novembre de -1 % /2020.



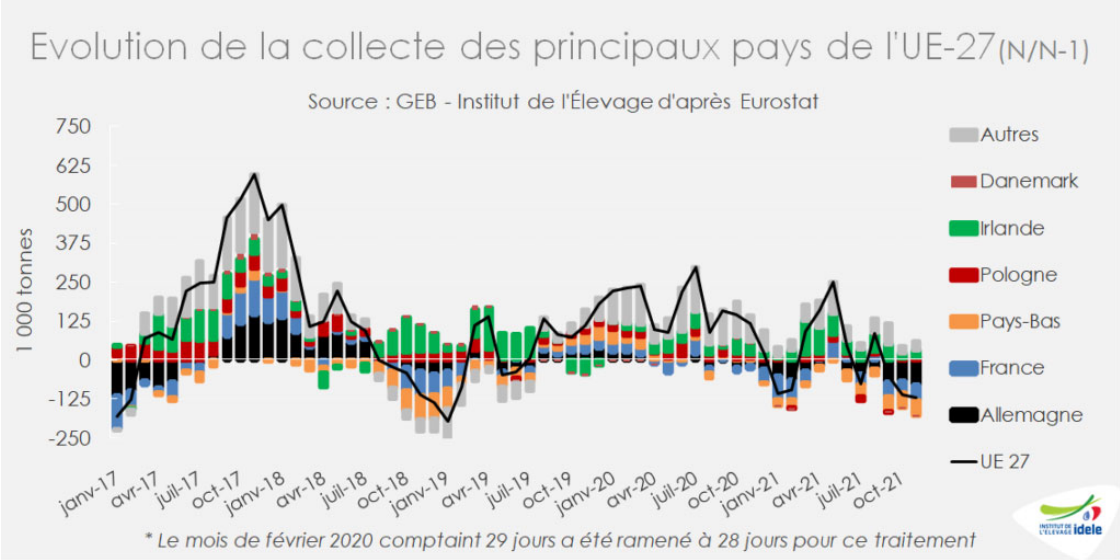
Lait de vache » Collecte laitière »

UE-27 : le reflux se poursuit

Dernière révision le 18 janvier 2022

En novembre, la collecte de l'UE-27 a reculé pour le 3ème mois consécutif. Le décrochage se poursuit dans les principaux pays producteurs. Le prix a pourtant atteint un niveau qui n'avait plus été observé depuis fin 2013.

En novembre, la collecte de l'UE-27 a reculé de -1,1% /2020, soit environ -120 000 tonnes. En Allemagne, les livraisons ont chuté de -3% /novembre 2020 (-74 000 tonnes), à leur niveau le plus bas depuis 2016. Aux Pays-Bas, le recul est de -4,1% /2020 (plus bas niveau depuis 2016), et de -2,7% en France. La hausse des livraisons en Irlande (+5% /2020), en Pologne (+1%) et en Italie ne suffit plus à compenser le décrochage observé dans les principaux pays producteurs.



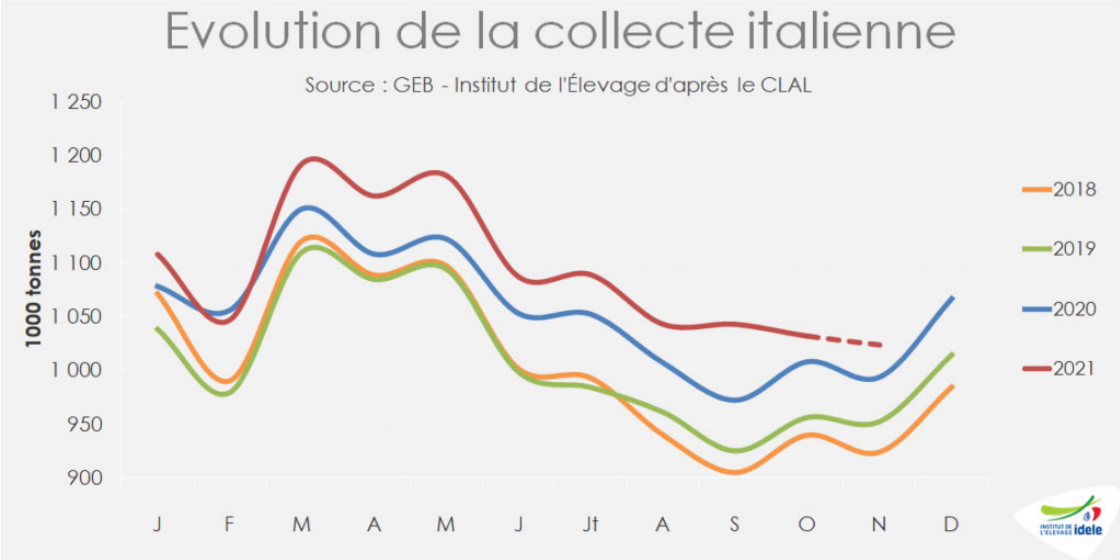
En 2021, la collecte de l'UE-27 devrait égaler celle de 2020. Entre janvier et novembre, la collecte cumulée dans l'UE n'est plus supérieure que de +0,15% par rapport à 2020 (effet année bissextile 2020 neutralisé).

Allemagne : fort recul du cheptel laitier

D'après AMI, en Allemagne, le cheptel laitier s'est replié de -2,3% sur l'année 2021, soit davantage qu'en France sur la même période (-1,7%). Par rapport au pic de 2014, le nombre de vaches a diminué de près d'un demi-million de têtes. La baisse concerne tous les Länder, mais est plus prononcée dans ceux de l'Est et du Nord (-3,3% en Rhénanie-Palatinat, -2,9% dans le Schleswig Holstein). Le recul est plus faible en Bavière (-1,7% /2020) et dans le Baden Württemberg (-1,6%).

En Italie : des perspectives de fortes croissances de la production laitière

Dans un rapport prospectif publié en novembre, Ismea anticipe une hausse de la production italienne de l'ordre de 10 à 15% d'ici 5 ans, ce qui impliquerait donc un taux de croissance annuel moyen de 2 à 3%, dans la continuité de la dynamique observée ces 5 dernières années (+13% depuis la fin des quotas en 2015). La concentration de la collecte dans le Nord du pays devrait se poursuivre, notamment en Lombardie, qui compte déjà pour presque la moitié de la collecte transalpine, et qui a connu une hausse de production de +19% depuis 2015. En conséquence, le pays devrait se rapprocher de l'autonomie théorique en lait, qui frôle actuellement les 80%, au détriment des imports en lait en provenance des pays voisins (Allemagne et France notamment). ISMEA a également réalisé une enquête qualitative qui montre que plus de la moitié des éleveurs italiens souhaiteraient augmenter leur production d'ici 5 ans, les autres étant généralement (dans 3 cas sur 4) contraints par la saturation de leurs moyens de production. ISMEA identifie toutefois 3 limites à cette croissance : la faible autonomie des exploitations en aliments, les potentiels problèmes environnementaux associés à la concentration de l'élevage dans le Nord et les faibles disponibilités en foncier.

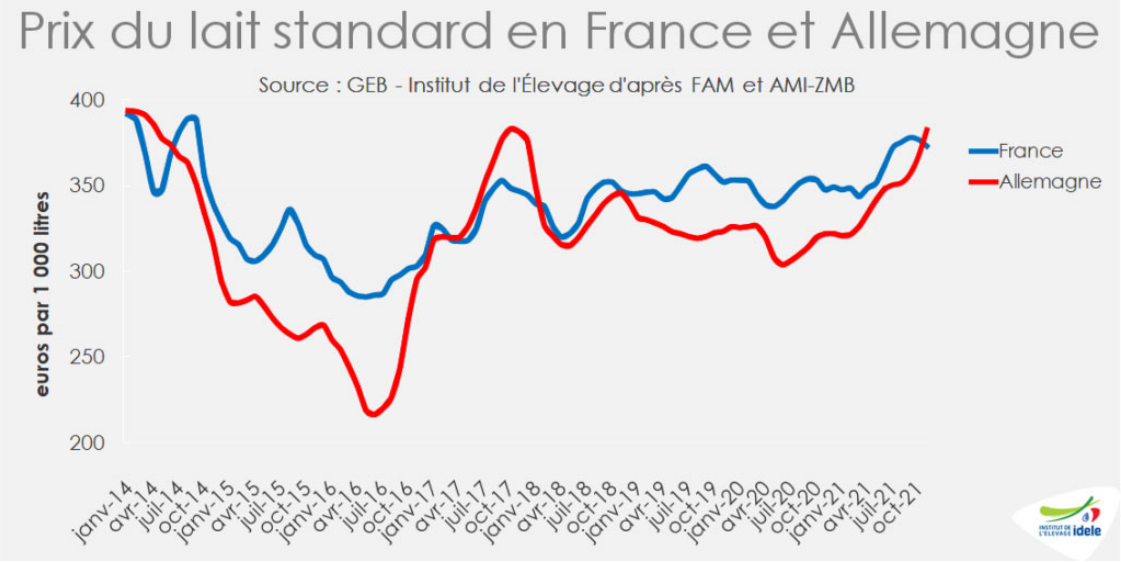


Le prix du lait européen se rapproche de son niveau record de 2013

Selon la Commission européenne, le prix du lait moyen dans l'UE-27 aurait dépassé les 400 €/tonne en novembre, en hausse de +3,5% sur un mois.

C'est en Irlande que le prix réel a été le plus élevé en novembre (485 €/tonne). Dans ce pays, le prix de base est proche de la moyenne européenne (374 €/tonne pour un lait 37/33), mais la teneur très riche du lait en TB (50,5 g/litre en novembre) et en TP (40,06 g/ litre) a permis d'atteindre ce record historique de prix pour un pays producteur majeur.

En novembre, le prix standard allemand a atteint 383 €/1 000 l (+16 € en un mois, +60 € /2020). Plus réactif aux cours mondiaux des commodités, le prix allemand a donc dépassé le prix français pour la première fois depuis janvier 2018.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Fabrications européennes : le déficit de poudre maigre se creuse

Dernière révision le 18 janvier 2022

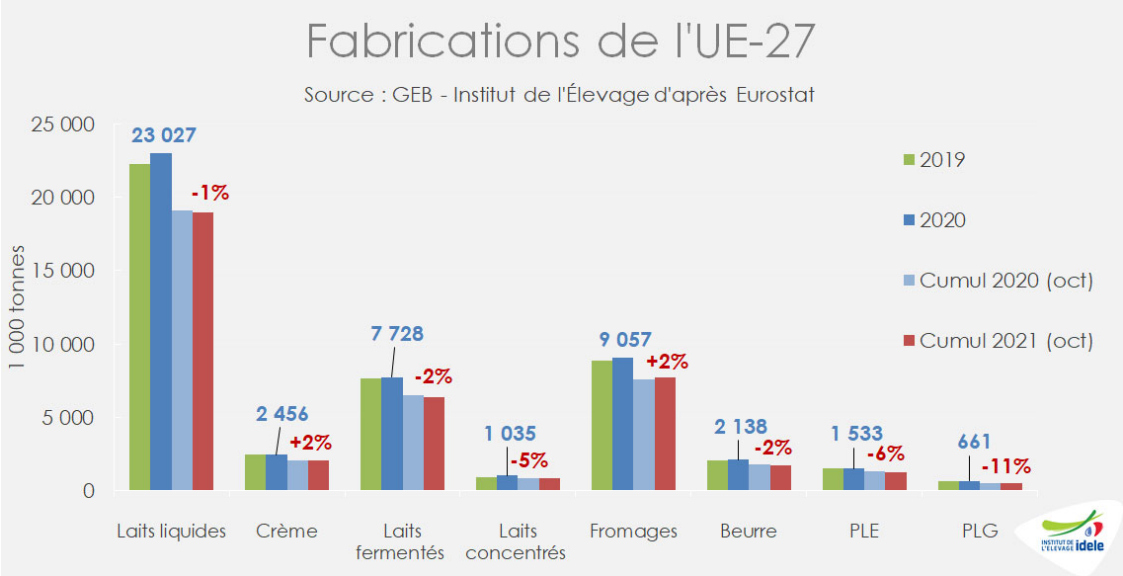
La collecte de lait dans l'UE-27 continue de chuter chez les principaux pays producteurs. Cette baisse des volumes se ressent sur les fabrications et entrainent des tensions sur les disponibilités de certains produits laitiers.

A l'échelle européenne, les fabrications de fromages restent privilégiées. Sur les dix premiers mois de 2021, 93 000 tonnes de fromages supplémentaires ont été produits (soit +1,2% /2020) majoritairement durant le pic laitier. La baisse des volumes se ressent au deuxième semestre même sur les fabrications de fromages notamment en Allemagne.

Seuls les Pays Bas et l'Irlande semblent avoir privilégié la fabrication de produits industriels tels que la poudre maigre et le beurre. En effet, les fabrications de fromages chutent de -2,4% aux Pays-Bas, 4ème producteur européen de fromages et de -3,5 % en Irlande (janv-oct 2021 /2020).

Déficit de poudre de lait écrémé en Europe

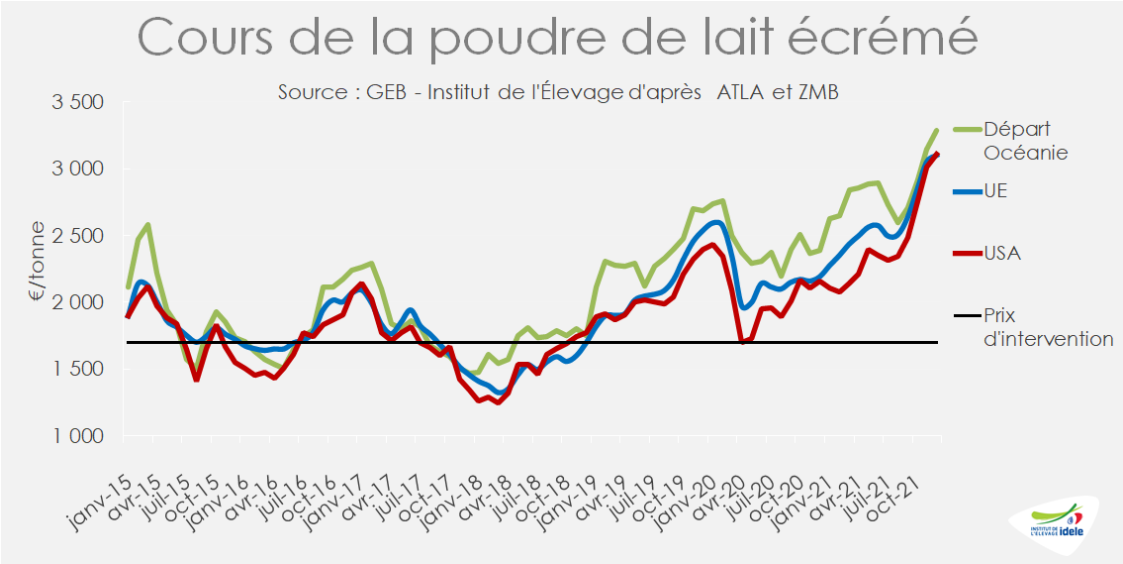
Les fabrications européennes de poudre maigre européenne sont en repli de -4% sur janv-oct 2021 /2020 (soit -52 000 t), dont en recul de -14% (-53 000 t) en Allemagne et -1,3 % (-5 000 t) en France ; deux pays qui représentent chacun plus d'un quart des volumes fabriqués dans l'UE-27. Cette baisse est généralisée sur l'ensemble des mois sauf au moment du pic laitier en mai et juin dernier afin de gérer l'afflux de lait saisonnier.



Seules l'Irlande et les Pays-Bas ont accru leurs fabrications de respectivement +12% (soit près de 16 000 t) et +21% (environ 14 000 t). Cette stratégie s'explique car il s'agit de pays tournés principalement vers l'export qui ont cherché à profiter des prix mondiaux en hausse.

Dans ce contexte, les exportations européennes de poudre maigre ont chuté de -3,3% sur janv-oct 2021 /2020 (soit -24 000 t). La hausse des envois vers la Chine (+12% soit +12 000 t) compense en partie les achats de l'Algérie (-18% et -19 500 t).

Aussi, le disponible en poudre maigre à l'intérieur de l'UE est plus faible, ce qui contribue notamment à la poursuite de la hausse des cours sur les marchés européen et mondial.



Tensions sur la matière grasse

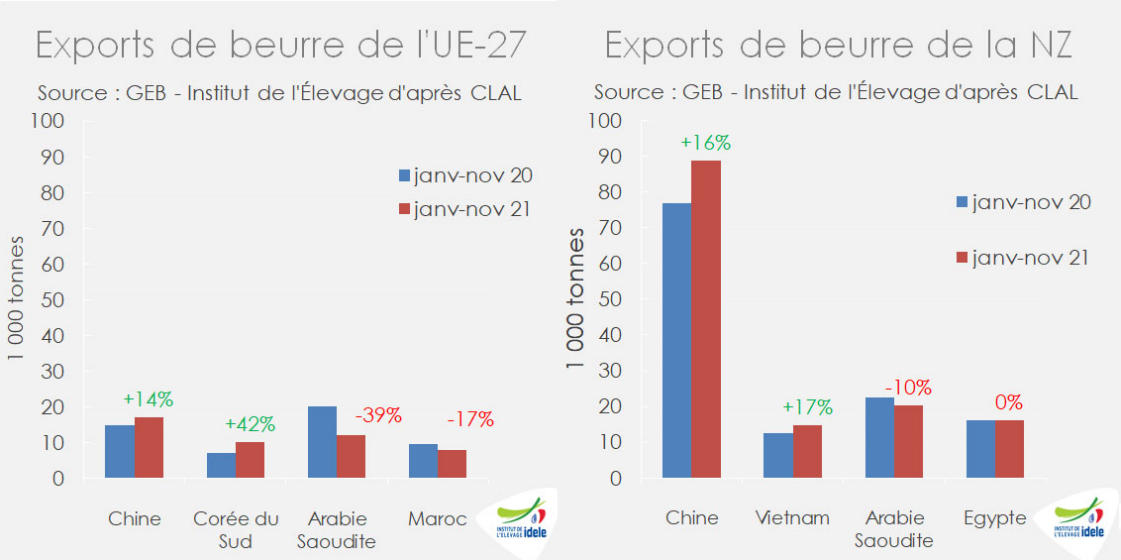
Du côté de la matière grasse, la compétition entre la crème et le beurre a été forte durant l'année 2021. Globalement, les fabrications de crèmes conditionnées ressortent supérieures à celles de l'an passé de +1,4% janv-oct 21 /20 dans l'UE-27, soit environ +30 000 t, tandis que celles de beurre ont baissé de -2% sur la même période, soit -33 000 t. Les fabrications de crèmes ont surtout été plus fortes que l'an dernier durant le pic laitier et reviennent sur les mêmes niveaux maintenant tandis que ceux du beurre sont parvenus à se maintenir au moment des fortes disponibilités saisonnières par rapport à 2020 mais chutent fortement sur les derniers mois (-4 % au mois de septembre et -7% au mois d'octobre vs 2020).

La baisse de collecte en Europe se ressent sur les fabrications et donc sur les disponibilités en beurre au sein de l'UE-27. Ce repli de l'offre en beurre est aussi visible en Nouvelle Zélande, premier exportateur mondial de beurre, puisque le pic laitier est actuellement décevant.

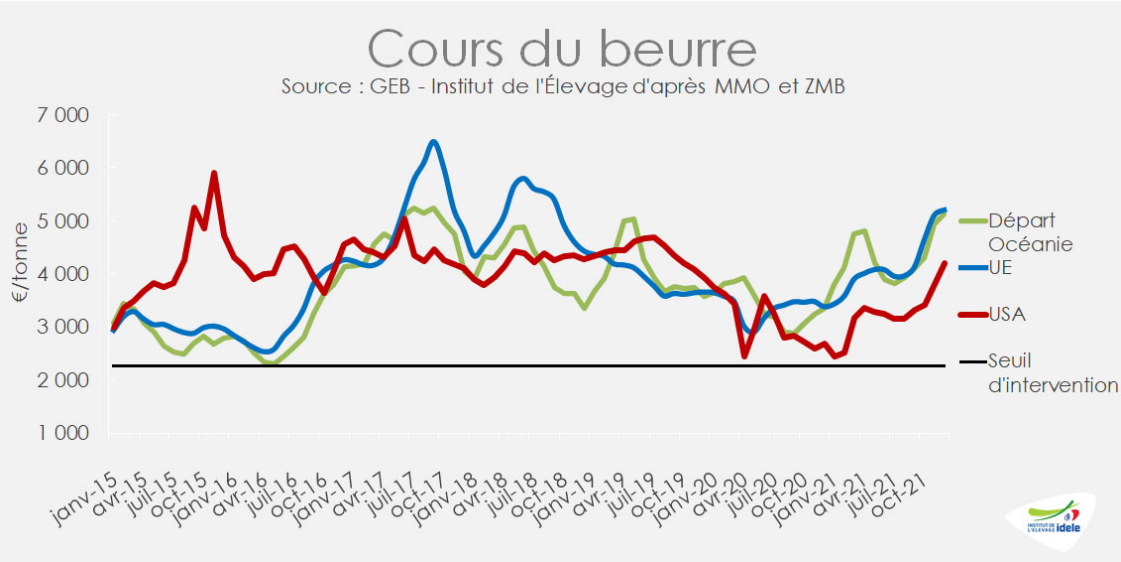
Dans le même temps, la demande en matière grasse laitière de la Chine est particulièrement forte cette année. Les importations de crème ont bondi de +40 % (soit +70 000 t) sur janv-nov 2021 /20. La Nouvelle-Zélande reste le premier exportateur, suivie de la France en deuxième position. Le reste des importations est majoritairement réalisé par d'autres pays européens. Les progressions sont importantes cette année pour l'ensemble des pays.

Les importations chinoises de beurre ont augmenté de +16 000 t, soit +15% /2020 sur la même période. Sans que les progressions soient aussi spectaculaires, les pays européens ont su répondre à cette demande supplémentaire.

L'UE-27 et la Nouvelle-Zélande ont donc accentué leurs exportations vers les pays asiatiques au détriment des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.



Ce déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale a entrainé une forte hausse des cours mondiaux du beurre qui s'est fortement accélérée avec la publication des chiffres décevants de collecte en Nouvelle-Zélande au mois de septembre dernier.



Marché perturbé durant les fêtes de fin d'année par la nouvelle vague de Covid-19

Dernière révision le 18 janvier 2022

Alors qu'en France, l'approvisionnement semble avoir été bien ajusté à la demande pour les fêtes de fin d'année, l'équilibre des marchés a été plus compliqué dans d'autres pays.

Comme en Espagne, le Covid-19 a limité les rassemblements et, conjugué à des prix de l'agneau peu attractifs pour les acheteurs et une production dynamique, a pesé sur les cours.

Viande ovine » France »

L'agneau français a dépassé les 8 €/kg entrée abattoir

Dernière révision le 18 janvier 2022

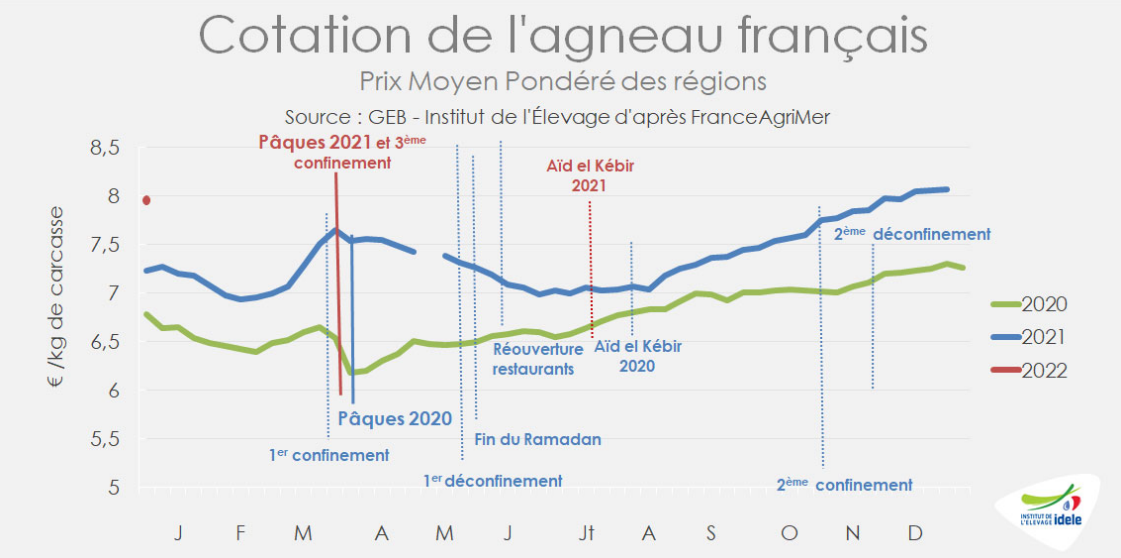
Malgré un léger rebond des importations de viande ovine en novembre, l'offre française est restée modeste à l'approche des fêtes de fin d'année. Bien que très dynamiques, les achats d'agneaux vifs n'ont su contrebalancer la baisse des sorties et la production française était de nouveau en léger recul comparé à 2020. La cotation entrée abattoir s'est ainsi envolée fin 2021, dépassant la barre historique des 8 €/kg. 2022 débute sur une note moins positive, avec des difficultés de commercialisation qui entrainent des concessions tarifaires.

La cotation française achève 2021 à plus de 8 € du kg

La **cotation** française entrée abattoir a terminé l'année 2021 en beauté, dépassant le cap des 8 €/kg. Pour la 1ère semaine de 2022, le ralentissement de la demande face à des stocks de fin 2021 dans les abattoirs français ont provoqué une chute de 13 centimes de la cotation d'une semaine sur l'autre, atteignant alors 7,94 €/kg. Elle surpassait toutefois de +0,68 € son niveau de 2021 et de +1,16 € celui de 2020.

Les **agneaux de lait** sont venus compléter les approvisionnements en décembre face à des achats actifs pour les fêtes, tirant les cours vers le haut. Les prix sont particulièrement élevés vu la rareté des agneaux et les « Babies » – agneaux de lait très jeunes – s'achètent 90 € pièce, soit le prix d'un agneau fini il y a trois ans.

Face à ces cours élevés, la flambée des prix des intrants continue d'impacter les coûts de production. En novembre 2021, **l'IPAMPA** ovin viande atteignait 119 points (+13,6 points /2020).



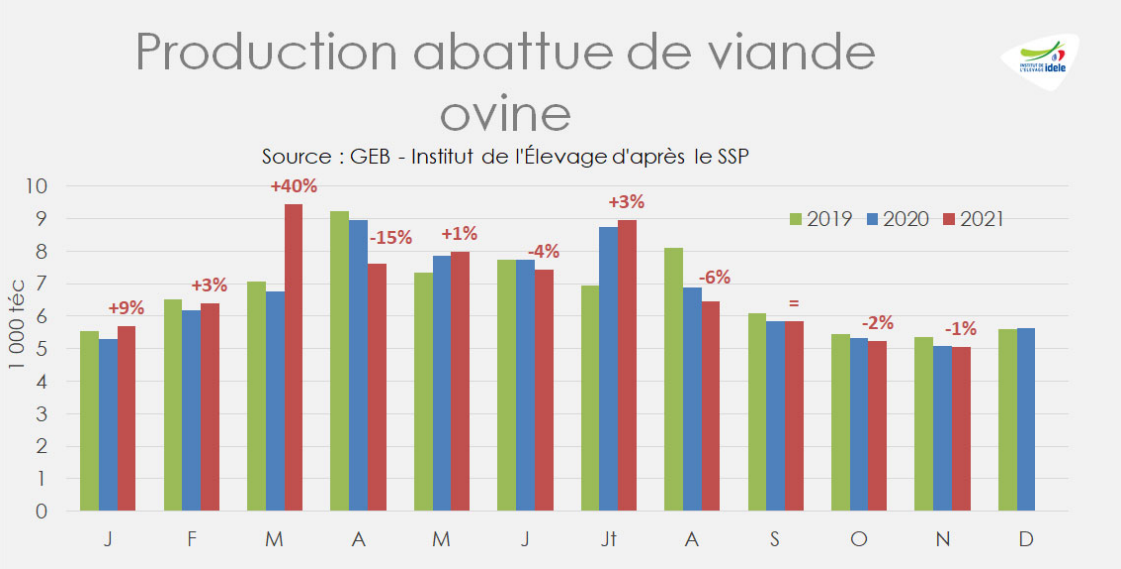
Léger recul de la production en novembre

En novembre 2021, la **production** abattue était de 5 040 téc, en baisse de -1% /2020. Les effectifs d'agneaux abattus ont chuté de -1% tout comme ceux des réformes, tandis que les poids de carcasses étaient stables. Le dynamisme des importations d'agneaux vivants, avec des effectifs en novembre presque multipliés par deux (+90% /2020), a presque contrebalancé la nouvelle baisse de sorties des élevages français (-2% /2020). De janvier à novembre 2021, la production abattue d'ovins a atteint 76 000 téc, en hausse de +2% /2020 et de +1% /2019.

Les sorties **d'agneaux Lacaune**, de plus en plus précoces (pour répondre aux besoins des laiteries), auraient débuté en novembre. Le pic devrait avoir lieu en janvier/février, diminuant d'autant les effectifs en mars/avril.

Pour Noël, les achats d'**agneaux de lait des Pyrénée**s étaient actifs et les exportations similaires aux années précédentes. *A contrario*, les envois d'agnelets Lacaune vers l'Espagne et l'Italie étaient en repli, du fait d'un prix français très élevé et du ralentissement de la demande espagnole après Noël (mesures sanitaires). Les agneaux Lacaune non exportés devraient venir gonfler l'offre sur le marché français en février/mars.

Selon *Ovinfos*, les effectifs abattus durant la semaine de Noël 2021 ont été plus importants qu'en 2020, grâce à un jour d'abattage supplémentaire et la production fin décembre n'aurait pas été entièrement écoulée. Des reports de stocks début 2022 aurait ainsi accentué les difficultés de commercialisation durant cette période de creux des achats, avec des prix pratiqués pour l'agneau revus à la baisse.

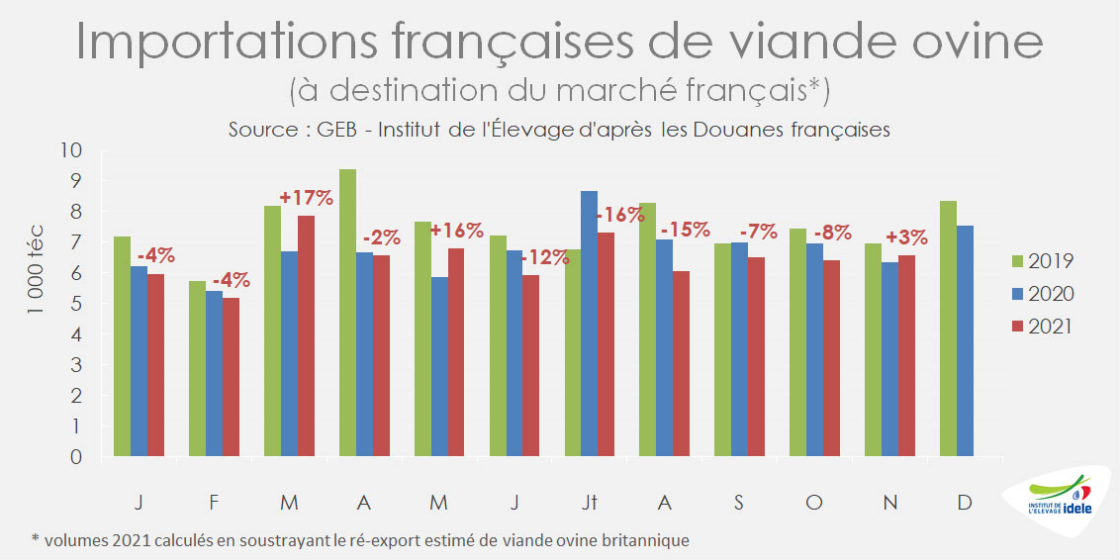


Les importations de viande ovine restent modestes

En novembre, les **importations** de viande ovine destinées au marché français ont légèrement progressé (+3% /2020, à 6 600 téc), mais restent bien en-deçà de leur niveau de 2019 (-6%). Les achats en provenance de Nouvelle-Zélande ont reculé le même mois (-26% /2020), poursuivant la tendance à l'œuvre depuis maintenant quelques années. Ils étaient par ailleurs en hausse en provenance d'Espagne (+6%), d'Irlande (+18%) et même du Royaume-Uni (+11%).

Sur 11 mois, les importations de viande ovine sont toujours en retrait, de -3% /2020 et -13% /2019, à 71 200 téc.

Les importations françaises de viande ovine devraient rester à de bas niveaux début 2022 : Il y a actuellement peu d'agneaux espagnols disponibles pour le marché français, les disponibilités sont toujours limitées au Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande reste concentrée sur la Chine et les USA.



Sur 11 mois, la **consommation calculée par bilan**, estimée à 139 600 téc, accuse une légère baisse d'une année sur l'autre, de -2%, mais une chute de -7% /2019. Le niveau du disponible français en viande ovine, historiquement aussi faible, demeure donc préoccupant.

Viande ovine » UE et monde »

Le Covid continue de perturber les achats

Dernière révision le 18 janvier 2022

Bien que la demande ait augmenté pour les fêtes de fin d'année dans de nombreux pays, l'apparition d'un nouveau variant de Covid-19 – Omicron – a une nouvelle fois incité de nombreux pays à limiter les rassemblements et la fréquentation des restaurants, temporisant les achats. La circulation très active du virus a aussi provoqué une hausse de l'absentéisme dans certains abattoirs, ce qui a impacté l'activité et les disponibilités. En ce début d'année 2022, l'approvisionnement reste réduit et soutient les prix à de hauts niveaux.

Royaume-Uni : des approvisionnements toujours très restreints

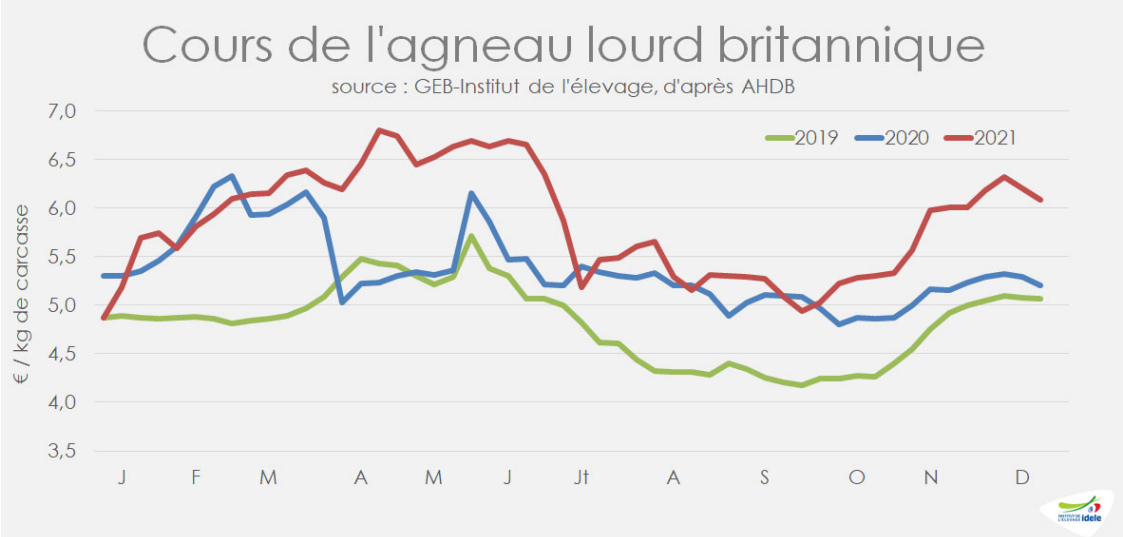
La **cotation** britannique est légèrement retombée en dernière semaine de 2021, atteignant 7,17 €/kg, soit +1,96 € /2020 et +2,10 € /2019.

Les **abattages** d'agneaux comme de réformes étaient toujours en repli en novembre (-10% /2020, à 25 000 téc). L'offre réduite depuis déjà deux ans limite les exportations, en baisse de -16% /2020 en octobre et de -23% sur 10 mois.

Avec des volumes réduits, les abattoirs britanniques privilégient leurs clients historiques, comme la France, pour livrer leurs carcasses d'agneaux. Par ailleurs, les **importations** de viande ovine, en recul de -16% sur 10 mois, ne parviennent à maintenir le disponible sur le marché intérieur.

Les supermarchés sont privilégiés pour consommer de l'agneau, les restrictions sanitaires diminuant la fréquentation des pubs et restaurants. Les **achats** des Britanniques ralentissent traditionnellement en janvier, mais la hausse des cas de Covid-19 accentue le phénomène, impactant à la fois la demande et la production.

L'**accord de libre-échange du Royaume-Uni avec l'Australie**, signé le 16 décembre 2021 pour une mise en œuvre courant 2023, aboutirait à 75 000 t d'agneau australien à droits nuls la 10ème année. Pour le Royaume-Uni, c'est une porte d'entrée vers le Partenariat transpacifique global et progressif (CPTPP), qui lui permettrait d'accéder à un bassin de consommation en forte expansion.



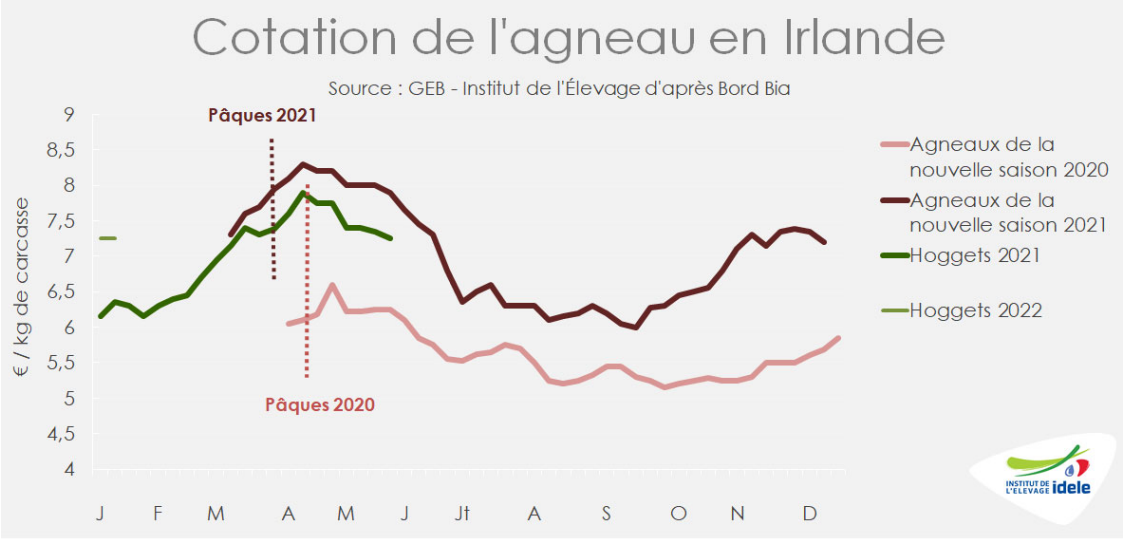
Irlande : regain des abattages d'agneaux en novembre

La **cotation** du *Hoggets* irlandais a démarré 2022 à de très bons niveaux : 7,25 €/kg, soit +1,1 €/kg/ 2021 et +2,0 € /2020 !

En novembre, la **production** abattue a progressé de +9% /2020, à 5 900 téc : les volumes d'agneaux étaient en hausse de +11% tandis que ceux de réformes étaient stables. Sur 11 mois, la production a reculé de -5% /2020, en grande partie à cause du manque d'agneaux nord-irlandais.

Alors même que les sorties d'**agneaux nord-irlandais** ont atteint de bons niveaux en 2021, leurs flux vers le sud de l'île ont en effet nettement diminué en 2021 : de – 60 000 têtes soit -15% /2020, L'essentiel de la baisse a eu lieu entre janvier et juillet, puis la situation s'est améliorée au 2nd semestre. Une grande partie de ces agneaux a été réorientée vers la Grande Bretagne (+165%, à 32 000 têtes), aux dépens de la République d'Irlande. Avec l'appréciation de la livre sterling face à l'euro, l'Irlande a de plus moins intérêt à importer des produits britanniques.

Les **exportations** irlandaises sont demeurées contenues en octobre : elles ont reculé de -11% /2020, à 4 600 téc, dont -28% vers le Royaume-Uni et -1% vers la France. Sur 10 mois, la baisse était de – 14% /2020.

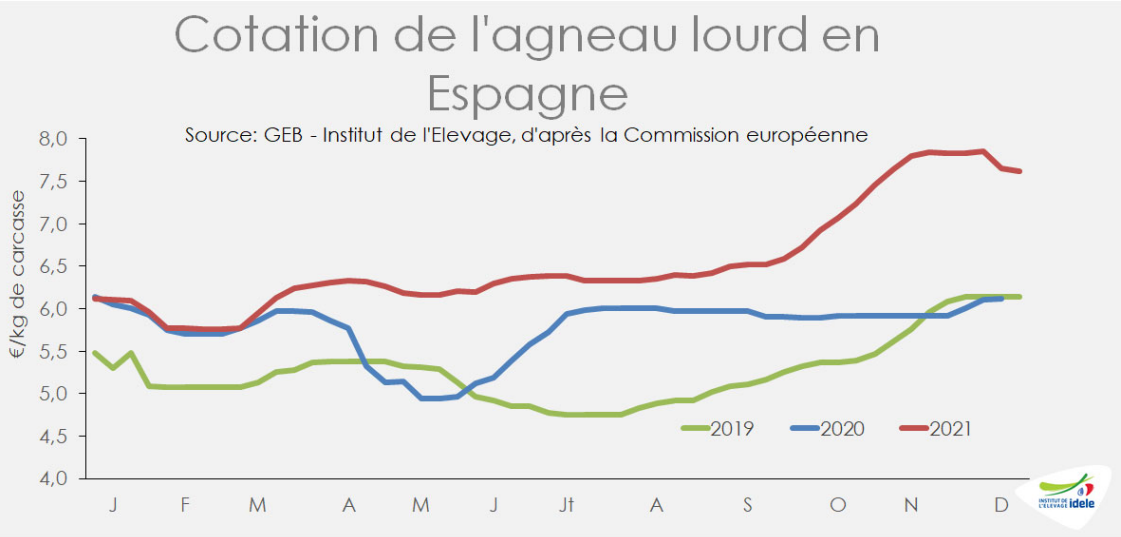


Espagne : le cours et la demande fléchissent fin 2021

Après s'être rapprochée des 8,0 €/kg, la **cotation** espagnole s'est repliée pour atteindre 7,61 €/kg en semaine 52, soit +1,50 € /2020 et +1,47 € /2019. La propagation d'un nouveau variant du Covid-19 a freiné la consommation d'agneau de lait (réunions et dîners annulés, commandes de l'industrie hôtelière ralenties), alors que la production nationale était au rendez-vous.

Le prix particulièrement élevé des agneaux en fin d'année a aussi participé à une baisse des achats, ce qui a finalement pesé sur la cotation.

Au total, la production abattue en Espagne était dynamique (+6% /2020 sur 10 mois), permettant aux exportations espagnoles de viande ovine de bondir de +29% /2020, avec une hausse de +44% vers le marché français. A l'inverse, les envois d'ovins vifs espagnols ont reculé sur la même période, de -5% /2020.



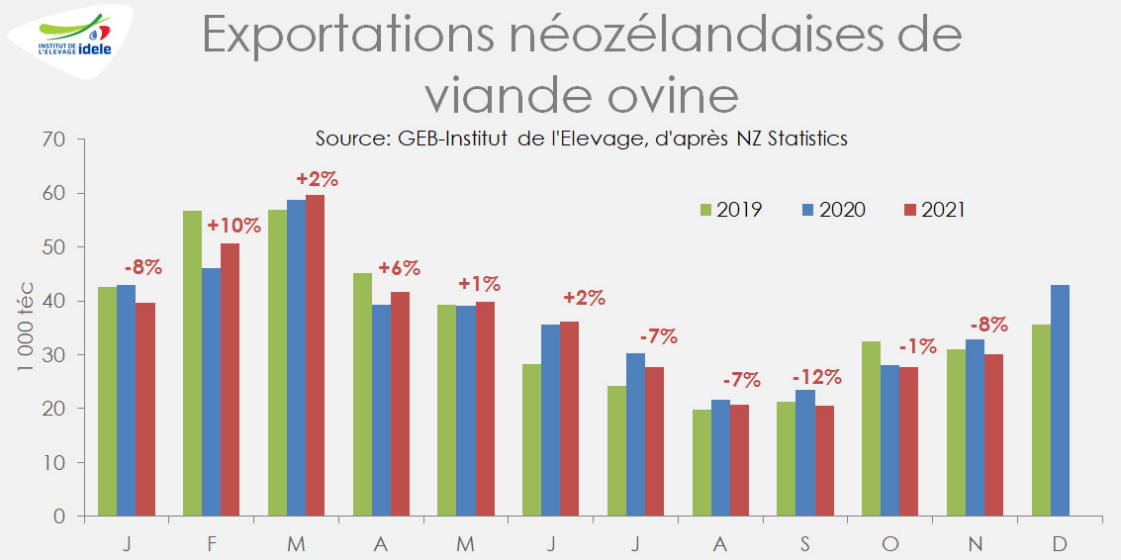
Nouvelle-Zélande : l'UE à 27 privilégiée pour les fêtes de fin d'année

Face à l'augmentation du nombre d'agneaux finis, les **cours** ont entamé leur traditionnelle baisse saisonnière fin novembre. A 5,40 €/kg au 1er janvier 2022, Ils restent toutefois élevés, en hausse de +1,27 € en l'espace d'un an.

Les **sorties** d'agneaux néozélandais ont légèrement augmenté sur l'année 2021, à 22,7 millions de têtes, selon *Beef and Lamb NZ* : la diminution du cheptel reproducteur a été compensée par un taux d'agnelage plus élevé. Cette hausse n'a toutefois pas permis de contrebalancer la baisse des réformes, si bien que la production néozélandaise accuse un repli d'une année sur l'autre, de -3% sur 10 mois, à 357 000 téc.

En novembre, les **exportations** de viande ovine ont diminué de -8% /2020, dont -18% vers le Royaume-Uni, -17% vers la Chine, +36% vers l'UE- 27 (+57% vers l'Allemagne et +53% vers les Pays-Bas, mais -2% vers la France) et +31% vers les Etats-Unis. Sur 11 mois, les exportations de viande ovine (394 000 téc) ont reculé de -1% par rapport à leur niveau de 2020.

Le recul des envois vers la **Chine** semble s'accentuer d'autant qu'en novembre, la Nouvelle-Zélande semble surtout avoir privilégié une UE à 27 très demandeuse pour les fêtes de fin d'année. Ce vaste et proche marché chinois devrait cependant rester un client majeur en 2022, selon *Beef and Lamb NZ.*



L’approvisionnement est toujours limité

Dernière révision le 18 janvier 2022

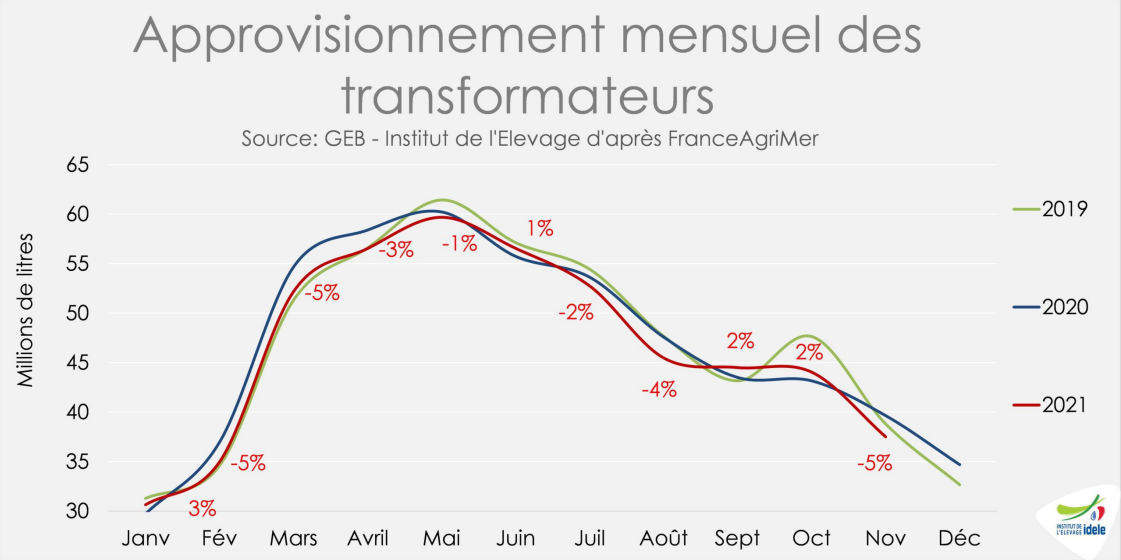
Les fabrications industrielles de fromages au lait de chèvre suivent l’évolution de l’approvisionnement des laiteries : en légère baisse sous l’effet de l’effondrement des importations de produits de report caprins qui est partiellement compensé par la hausse de la collecte nationale.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »
L’approvisionnement est toujours limité

Dernière révision le 18 janvier 2022

Les fabrications industrielles de fromages au lait de chèvre suivent l’évolution de l’approvisionnement des laiteries : en légère baisse sous l’effet de l’effondrement des importations de produits de report caprins qui est partiellement compensé par la hausse de la collecte nationale.

La hausse de la collecte au 2ème trimestre ne compense pas la baisse des importations de produits de report



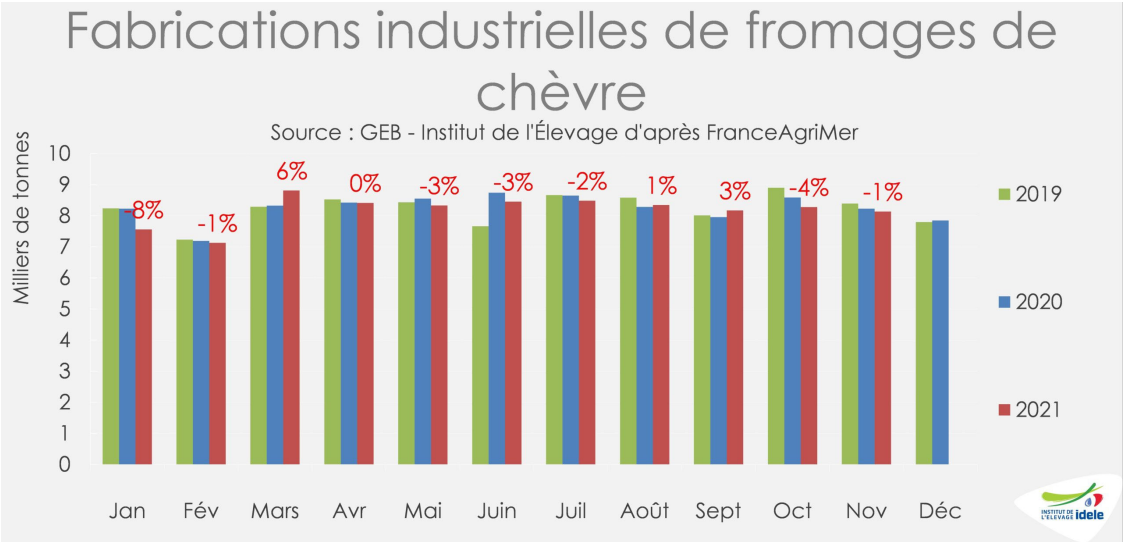
Avec un peu moins de 515 millions de litres en cumul à novembre selon FranceAgriMer, l’approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs (collecte et importations) a reculé de près de 8,4 millions de litres en un an (-1,6% /2020). En effet, après un 1er semestre en net retrait (-2% /2020), la fourniture du marché a enregistré une évolution en dents de scie à partir de l’été, et le cumul entre juillet et novembre s’établit désormais à -1% /2020.

Cette évolution est principalement imputable à l’effondrement des volumes importés. Avec 39 millions de litres, le volume cumulé jusqu’à novembre des importations de produits de report caprins accuse une chute de -24% d’une année sur l’autre (et -44% /2019). En effet, hormis les rebonds enregistrés en janvier et juin (+21% et +9% /2020 respectivement), les importations de produits de report sont restées limitées tout au long de l’année. Cette tendance s’est poursuivie en novembre, avec 3,8 millions de litres importés (soit -28% /2020).

Cette chute des importations n’a pas été compensée par la hausse de la collecte française de lait de chèvre, qui a pourtant connu une nette reprise depuis la fin de l’été. Après un début d’année laborieux (-1% /2017 au 1er trimestre), elle a progressé au 2ème et 3ème trimestre (de +1% et de +3% respectivement). Elle a continué sur cette belle lancée en octobre, avec une progression de +3% d’une année sur l’autre, avant de marquer le pas en novembre (avec 33,7 millions de litres collectés, soit -2% /2020).

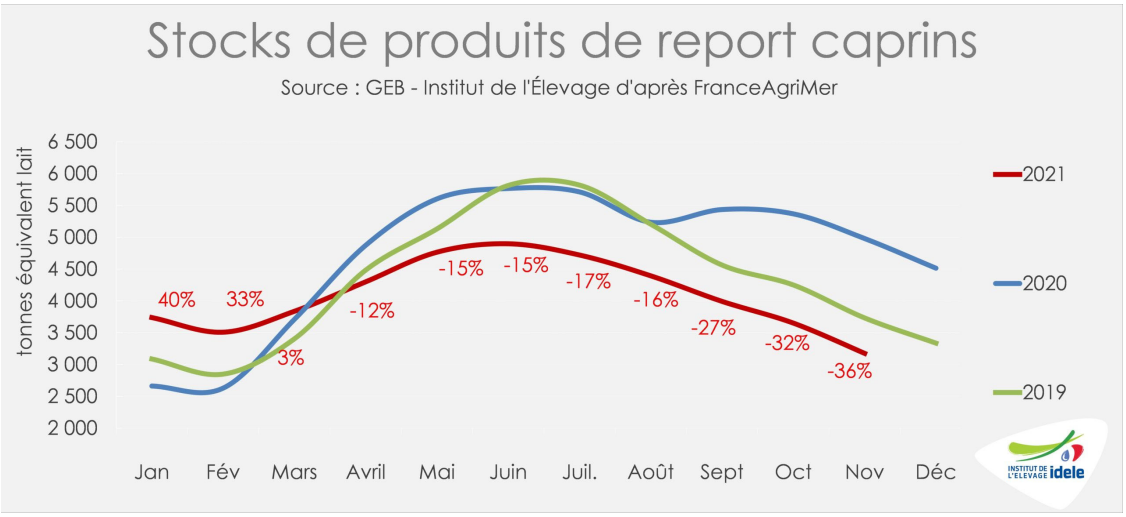
Son évolution annuelle se fixe à +1% /2020, avec 475,8 millions de litres collectés depuis le début de l’année (3,9 millions de litres supplémentaires).

Fabrications maintenues



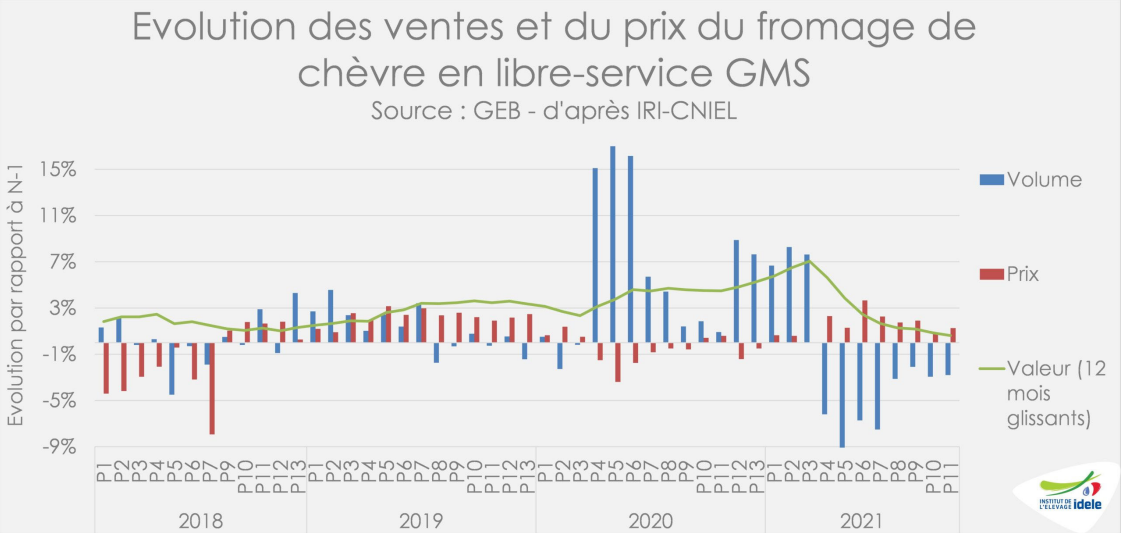
Les fabrications industrielles de fromages de chèvre ont enregistré une évolution en dents de scie, en lien avec l'approvisionnement. Après avoir bondi en août et septembre (+1% et +3% /2020), elles ont reculé de -4% /2020 en octobre (à 8 200 t) et de -1% en novembre (à 8 100 t). Malgré le moindre approvisionnement sur l'année, les fabrications de fromages de chèvre n'ont reculé en 2021 que de -1% d'une année sur l'autre (-1 000 t à 90 100 t).

Les transformateurs ont limité la baisse des fabrications grâce à une faible reconstitution des stocks de produits de report, nécessaires à la fourniture du marché en fin d'année. Ramenés à un peu plus de 3 200 t en novembre, ils ont ainsi fléchi de -36% d'une année sur l'autre, tombant à un bas niveau historique.



D'un autre côté, 12,9 millions de litres de lait de chèvre ont été embouteillés sur l'année, soit -5% /2020. En effet, la demande pour ce type de produits semble être arrivée à maturité, impactée également par le phénomène plus large de déconsommation du lait conditionné. Les fabrications de yaourts ont été en revanche plus dynamiques, avec une progression de +3% d'une année sur l'autre (12 900 t produites). Les produits ultra-frais à base de lait de chèvre connaissent un succès toujours grandissant auprès des consommateurs français et européens.

La demande des ménages se stabilise



Selon le panel IRI-CNIEL, les fabrications de fromages ont été commercialisées prioritairement sur le marché national, au détriment des exportations, lesquelles ont été partiellement rétablies (+4% /2020, à 20 000 t expédiées sur dix mois), après avoir fléchi en 2020, marquée par la crise sanitaire et le ralentissement des échanges extérieurs.

Les ventes dans les rayons libre-service (LS) des GMS ont reculé d'une année sur l'autre en Cumul Annuel Mobile à P11 (fin octobre), avec 52 000 t commercialisées en 12 mois (soit -0,5%). En revanche, cumulées depuis janvier, les ventes de 2021 sont nettement inférieures à celles de l'année précédente à pareille époque, avec un peu moins de 40 000 t commercialisées, soit -11% /2020 (et -6% par rapport à 2019, une année plus « typique »). En effet, les confinements de l'année dernière avaient redynamisé les ventes de fromages de chèvre en LS-GMS, mais la réouverture de la RHD en 2021 a signé la fin du report de la consommation à domicile.

Mais la baisse des achats de fromages de chèvre en LS-GMS a lieu dans un contexte de nette revalorisation de leur prix de vente. A 12,10 €/kg en moyenne pondérée, il s'est apprécié de +2% d'une année sur l'autre, sous l'effet de la bonne dynamique des ventes des fromages AOP.

Marchés des grains : la hausse des cours se poursuit

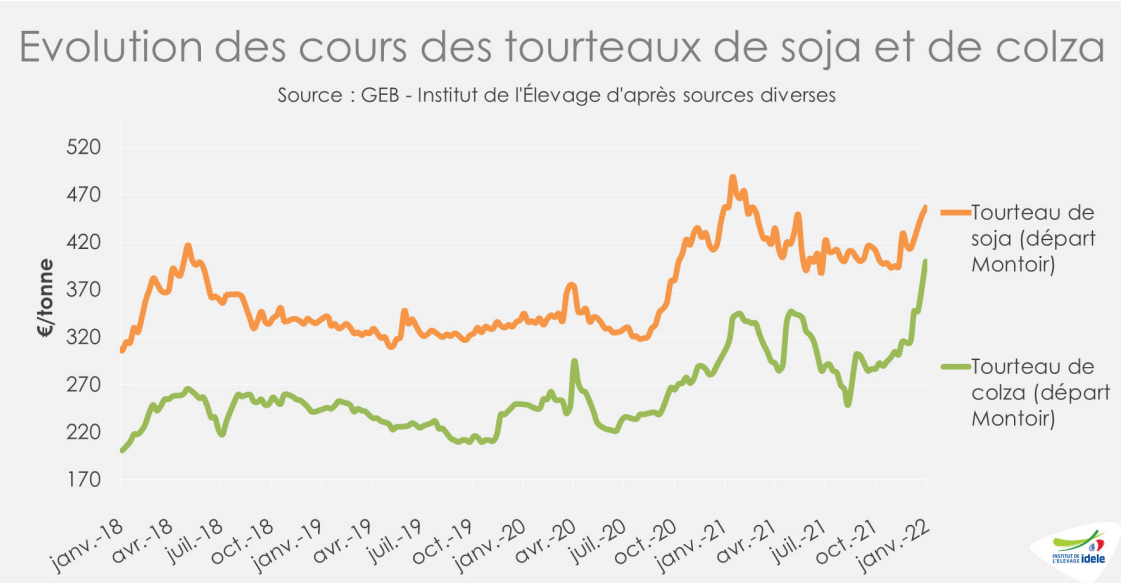
Dernière révision le 18 janvier 2022

Durant le dernier trimestre 2021, les prix de l'ensemble des matières premières ont continué leur dynamique haussière dans un climat de forte volatilité. Face à des bilans mondiaux qui se tendent les marchés sont très réactifs à chaque nouveau facteur d'incertitudes (climatiques, douanières, sanitaires …).

Tourteaux : le retour de la hausse pour le tourteau de soja

Alors que le prix du tourteau de soja s'était stabilisé en novembre, il est reparti à la hausse en décembre et termine l'année sur une augmentation de +7% en un mois. A 460 €/t début janvier, son cours au départ du port de Montoir est tout de même encore inférieur au maximum enregistré au premier trimestre 2021. Cette hausse intervient dans un contexte de demande internationale dynamique, de stocks mondiaux en repli et prévision revue à la baisse par l'USDA de la future production mondiale. Les disponibilités de soja devraient se faire rares dans les mois à venir, d'ici à ce que la très attendue récolte brésilienne ne soit disponible sur le marché mondial (mars). Le déficit hydrique qui s'installe actuellement dans les zones de production brésiliennes et argentines pourrait conduire à la dégradation du potentiel de récolte, ce qui accentue la nervosité des opérateurs. Les précipitations survenues en fin d'année n'ont pas permis de palier ce déficit persistant.

Le prix du tourteau de colza suit celui du tourteau de soja : il a augmenté de 12,5% en décembre pour atteindre 400 €/t en semaine 52. Cette situation survient sur un marché tendu. La bonne récolte australienne n'a pas permis une détente pérenne. Pour autant, elle permet aussi de stimuler les perspectives de semis français pour l'année 2022 : Agreste estime les surfaces de colza d'hiver à 1,1 Mha. L'assolement reste toutefois très inférieur (-11%) au niveau moyen de la période 2017-2021. Les changements de réglementation sur certains produits de protection des cultures pénalisent toujours les semis de cette culture, mais la tension sur le marché du soja non OGM pourrait tout de même avoir un impact positif sur la sole.



Céréales : des marchés toujours tendus

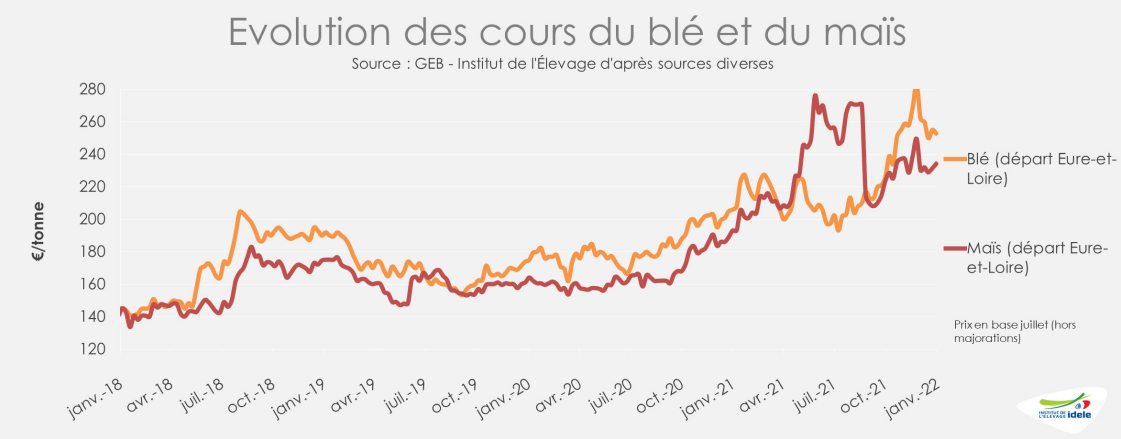
Le dernier trimestre a été source de volatilité sur le marché des céréales. Le blé et le maïs terminent l'année sur une dynamique baissière, mais beaucoup d'incertitudes persistent.

Pour le blé, l'arrivée des récoltes de l'hémisphère Sud, notamment l'origine australienne, permet une détente des cours. L'Argentine termine aussi les moissons, avec une prévision de récolte 15% supérieure à la moyenne quinquennale. Les bilans internationaux restent toujours tendus. Parallèlement, la Russie (premier exportateur mondial de blé) augmente encore ses taxes à l'export et impose des quotas d'exportation à partir du mois de février, rendant ainsi cette origine moins compétitive.

Agreste a donné ses perspectives pour les récoltes 2022, les semis de céréales d'hiver sont estimés en légère baisse (-0,4% /2020). En fin d'année, le redoux inquiète : propice à la reprise précoce de la végétation il pourrait être dommageable en cas de gel.

Le maïs subit, comme le soja, le déficit hydrique en Amérique du Sud. Le sud du Brésil est touché par ce déficit hydrique qui impacte le maïs de pleine-saison au stade pollinisation. Dans le Centre-Ouest, c'est à l'inverse le maïs safrinha en attente de semis qui subit un excès d'eau.

En Argentine, origine appréciée en Europe, on observe déjà une dégradation de la future récolte qui passe de 76% des surfaces bonnes à excellentes mi-décembre à 58% début janvier. Même si le taux d'importation de l'UE-27 est inférieur à la moyenne des trois dernières années, 6,5 Mt (-3 Mt /moyenne). Cette situation donne des marchés volatiles qui conservent des cours hauts. Les prochains mois sont encore critiques pour le potentiel de production et sont donc facteurs d'incertitudes.



Les cours demeurent élevés en lien avec une offre restreinte et une demande dynamique. La situation sanitaire ne semble plus être la principale raison à cette conjoncture, même si elle apporte du flou propice à la volatilité sur les marchés des matières premières.